

# LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

GRUPE POUR LA FONDATION DE  
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LÉNINISTES

MENSUEL

Mars-Avril 1980

No 40

4 Francs

**CITES-  
GHETTOS**

**LIBERONS  
BOUAZIZ!**



**SALT II  
GUERRE**

**FASCISTES  
A LILLE**

## Sommaire

**MANIFESTE  
de MARX**

Editorial  
Valenton-Vitry : la campagne  
anti-jeunes  
L'opinion, l'Afghanistan  
et le PCF  
Bataille anti-impérialiste  
à Lille

ÉTUDES MAOISTES  
Salt II  
Lecture et histoire  
du marxisme  
L'INTERNATIONALISME  
PROLÉTARIEN  
Zimbabwe

**ZIMBABWE**

LIBÉRONS BOUAZIZ !  
Notes

## EDITORIAL

Nous assistons en ce moment à un élargissement du débat de masse : sur la question de la guerre et sur celle du PCF, des idées qui étaient d'avant-garde il y a peu de temps sont discutées à ciel ouvert.

Nous donnons à ces idées des supports marxistes et nous leur traçons des perspectives militantes.

Sur la guerre et la situation mondiale, nous analysons à travers les négociations S.A. L.T. 2, le rapport des deux superpuissances. Nous montrons toute la complexité de la situation en Afrique australe, à travers notre soutien actuel à la ZANU et à son dirigeant Mugabe, qui viennent de prendre le pouvoir au Zimbabwe après cent ans de colonialisme. De façon plus interne, nous commençons l'analyse concrète des courants d'opinion déclinés par l'invasion de l'Afghanistan, et les positions de Marchais.

Sur le PCF, nous parlons des cités-ghettos, points où la dictature de ce Parti réactionnaire se révèle sans fard — fondée sur la division des ouvriers et du peuple —. Il y a, bien entendu, le vaste effort démocratique pour libérer Bouaziz. Il y a aussi nos interventions à Valenton, à Vitry, pour engager la réorganisation du peuple.

Ce n'est pas que la bourgeoisie classique nous laisse en paix ! A l'ombre des lois racistes Barre-Bonnet-Stoléru-d'Ornano, les groupes fascistes se remuent. Là aussi, nous sommes à la fois la cible, et l'acteur principal des révoltes (cf. article sur Lille)

A travers tout cela, nous le savons, travaille le nouveau : la politique de Parti dans

les masses. Le maoïsme n'est pas le Léninisme continué. C'est une conception nouvelle de la politique. C'est la conviction que la transformation des formes de conscience dans la classe et dans le peuple est la mesure véritable de l'existence du Parti, de ses étapes, de sa victoire.

Restituer dans son tranchant la liaison de masse politique, clef du dégagement d'une avant-garde maoïste : voilà l'enjeu de toutes nos discussions, voilà ce qui seul donne sens à l'analyse des situations concrètes.

Nous n'avons raison que si notre raison travaille à l'intérieur des contradictions dans le peuple.

Le marxisme n'a pas une conception immuable de la politique et du parti. Il fait le bilan de l'expérience. «Parti de type nouveau» est une formule vraie, centrale. C'est une tâche, une découverte.

Pour le confirmer, nous entreprenons une suite d'études, qui commence par le commencement : «Le Manifeste du Parti Communiste» de Marx (1848).

Ainsi «Le Marxiste-Léniniste» unit, de plus en plus, le processus vivant de la politique, sa réflexion, sa théorie, ses directives.

Nous proposerons prochainement à nos lecteurs d'autres rubriques, une souplesse accrue. Que tous participent à nos efforts ! Une lettre, un avis, une proposition, une critique, sont choses précieuses.

«Le Marxiste-Léniniste» peut et doit devenir le vrai et grand journal des révolutionnaires de ce pays.

## VALENTON, VITRY : la campagne anti-jeunes .

Valenton, Vitry: deux villes de la banlieue de Paris, sous la coupe du P.C.F.

On trouve là deux cités-ghettos terribles, où l'État et le P.C.F. organisent l'encerclement et la division du peuple; ouvriers immigrés, femmes, jeunes...

Ces cités sont le RÉVELATEUR de la société impérialiste. Elles disent crument sa sinistre vérité. Deux jeunes y sont morts, ces dernières semaines, assassinés, l'un par un flic, l'autre par un gardien. Deux jeunes immigrés.

Il y a eu à notre appel (U.C.F.M.L., P.A.E.) un rassemblement populaire fort à Valenton. Un rassemblement de type nouveau, où les gens du peuple avaient en quelque sorte leurs délégués: femmes, jeunes en nombre, habitants...

La colère contre les flics, les griefs violents contre la Mairie P.C.F., la dignité rassemblée de tous.

Mais aussi l'incertitude. Notre avis est qu'il faut un long travail du peuple sur lui-même, pour surmonter sa division. Le ressort de l'antagonisme avec les bourgeois, c'est la confiance interne des gens.

Établir les principes de cette confiance en faisant la clarté politique, mais de l'intérieur de la situation: objet du texte ci-dessous, diffusé à Valenton dans le cadre du travail maoïste.

## LES MAOISTES DE L'U.C.F.M.L. : QUE SAVONS-NOUS ? QUE DEVONS-NOUS FAIRE ? QUE POUVONS-NOUS ESPÉRER ?

A Valenton, un flic abattait Kader pourchassé. Quelques semaines plus tard, à Vitry, un gardien armé tue un autre Kader, de sang-froid, « parce qu'il faisait du bruit ».

Ces deux morts affreuses contiennent la menace d'une autre mort: on cherche à disloquer le peuple, à le détruire par le racisme et par la méfiance généralisée. C'est pour cela que ces morts nous touchent tant, nous maoïstes. C'est pour cela qu'elles laissent indifférents et passifs, ou approbateurs du crime, tous ceux qui veulent le peuple déchiré, une fraction du peuple embrigadée pour surveiller et traquer les immigrés, les jeunes, les femmes.

Qui veut le peuple disloqué ? Le peuple, dans sa grande majorité, ne veut pas de cette dislocation. C'est un malheur qui lui arrive. Mais quand ce malheur lui arrive, il s'aperçoit que les partisans de cette dislocation se sont déjà organisés en son propre sein. Où est-il le peuple maître de lui-même, capable d'intervenir selon sa propre logique sur les tensions nouvelles créées au beau milieu de lui ?

A Giscard-Barre, le peuple saura attribuer le chômage, la dureté de la vie, les licenciements. Il voit déjà moins clairement le rôle que joue le racisme dans cette politique contre le peuple. Les lois de rafle et d'expulsion des ouvriers immigrés, l'encouragement donné aux flics qui briment et qui tuent, c'est le plus grave. Pour que la société actuelle se maintienne sur ses pieds, la bourgeoisie veut transformer et organiser une partie du peuple en racistes actifs.

Si l'on n'a pas conscience de ce point, on ne comprend pas non plus pourquoi le P.C.F. a aujourd'hui une politique raciste et on essaie de ne pas voir le rôle décisif des mairies P.C.F. dans l'organisation du racisme, jour après jour, dans le peuple.

C'est pourquoi ceux qui se sont demandés que faire pour que le meurtre de Kader ne se reproduise plus ont rencontré sur leur chemin la question du P.C.F.: de quel parti, de quelle politique s'agit-il là ?

**IL FAUT REPRENDRE LE TRAVAIL COMMENCÉ DANS LE PEUPLE EN MAI 1968: IL FAUT QU'UN NOUVEAU LE PEUPLE OSE CRITIQUER LE P.C.F., ET QU'IL LE FASSE POUR S'UNIR ET AGIR POUR UN VRAI COMMUNISME.**

Nous, maoïstes de l'U.C.F.M.L., nous existons depuis 1968 et notre existence est le signe qu'on peut organiser une véritable politique du peuple pour le communisme, radicalement opposée à celle du P.C.F., et combattant sur le fond la bourgeoisie impérialiste française, ce que le P.C.F. n'a jamais fait de toute son histoire.

**POUR SAVOIR QUE FAIRE A VALENTON, IL FAUT COMPRENDRE A FOND 2 POINTS FONDAMENTAUX DE LA POLITIQUE DU P.C.F.: POURQUOI SON RACISME ? ET POURQUOI SA VOLONTÉ DE RENFORCER LA POLICE ?**

- 1 -

### LE P.C.F. EST UN PARTI RACISTE.

C'est-à-dire un parti dont la POLITIQUE sous tous ses aspects est RACISTE:

Un pays comme le nôtre tire sa richesse de l'exploitation forcée des peuples du Tiers-monde, du pillage de leurs ressources, y compris de leurs ressources en hommes à travers l'organisation du système de l'immigration. Le racisme, dans un pays qui vit sur ses bases, c'est fondamentalement l'accord avec l'impérialisme.

Quiconque ne reconnaît pas dans les ouvriers immigrés des frères ouvriers, quiconque veut les exclure du peuple ou les voit comme des gens à part, des «étrangers», nous disons qu'il est raciste, parce qu'il sait qu'il vit à leurs dépens et du pillage de leurs peuples. Or le P.C.F. ne cache pas qu'il ne veut pas plus de 10% d'immigrés dans ses mu-

nicipalités. Il ne cache pas qu'il veut, comme à Valenton, expulser les familles immigrées des cités où vivent des français et les parquer à part en les envoyant si possible dans les municipalités de droite où les bandes fascistes pourront les attaquer tout à loisir. Il ne cache pas qu'il est pour le maintien des ouvriers immigrés dans les foyers ghettos sous le contrôle des gérants racistes, et qu'il a tout fait pour briser la grande grève des ouvriers de ces foyers contre ce système de logement et pour l'égalité des droits avec les français.

Le P.C.F. ne veut pas d'immigrés dans ses municipalités, mais dans les usines, il veut des ouvriers immigrés sur les chaînes, sur les postes les plus durs et les plus dangereux. Quand, où, s'est-il jamais opposé à cette ignoble division du travail dans les usines ? Le P.C.F. organise les ouvriers dans le syndicalisme, c'est-à-dire autour d'un seul objectif, central: «vivre mieux, tout de suite». C'est ce seul mot d'ordre que le P.C.F. de Valenton oppose à la politique des maoïstes dans son tract du 20 Février. Ce mot d'ordre, c'est celui d'un parti qui cherche à organiser le peuple dans la conservation de la société française telle qu'elle est, sans toucher à l'ordre et à la division impérialiste qui rongent le peuple du dedans. Voilà pourquoi le racisme est une constante de sa politique.

- II -

### LE P.C.F. EST PARTISAN D'UN CONTROLE DU PEUPLE PAR L'ÉTAT ET PAR LA POLICE.

Cela, le P.C.F. le dit aussi à qui veut l'entendre: il faut de nouveaux commissariats dans les municipalités P.C.F., il faut des gardiens flics dans les cités, il faut des ilôtiers pour la surveillance et le mouchardage. A Valenton, c'était le programme de leur manifestation raciste d'Octobre 79 aux Polognes, c'est leur programme après la mort de Kader. D'où leur profonde indifférence aux meurtres qui découlent du quadrillage policier dans le peuple.

Le point à réfléchir là, c'est pourquoi le peuple qui n'aime pas que les flics se mêlent de ses affaires, peut être amené par le P.C.F. à vouloir des flics en plus. Ce point est au cœur des problèmes à Valenton. Car c'est le problème des tensions dans les cités parvenues à un point où le peuple désespère de les résoudre sur ses seules forces, est tenté de passer la main à l'État, aux flics.

### UNE AUTRE LOGIQUE.

N'y aurait-il plus d'autre logique possible ? Nous, maoïstes, nous disons qu'une voie populaire sur ces questions est possible, avec l'appui de notre politique. Nous proposons les principes suivants pour agir:

-1) Les jeunes sont un facteur de trouble réel parce que leur révolte contre une horrible situation est anarchique. Ils réagissent avec violence parce que violence leur est faite et qu'ils voient les adultes résignés au monde tel qu'il est. Il y a donc à apprendre de la révolte qui soulève les jeunes, mais en retour, les jeunes doivent passer de l'anarchie qui prend n'importe quoi comme cible, à la conscience.

-2) Il faut compter sur les femmes, qui sont capables d'opposer à la voie des bagarres et de l'anarchie, l'action collective et la volonté d'unité. Ce sont elles qui souffrent le plus de la dévastation de tout lien dans le peuple.

-3) Les anti-racistes, il y en a: il est urgent qu'ils sortent de leur isolement, qu'ils s'organisent avec les Permanences Anti-Expulsion comme arrière et rattachement aux forces nationales anti-racistes.

**VOILA CE QUE NOUS VOUS APPELONS A FAIRE AVEC NOUS, EN TOUTE CONSCIENCE QUE LES MAOÏSTES ET LE P.C.F. REPRÉSENTENT 2 VOIES RADICALEMENT OPPOSÉES, ET QU'IL N'Y A D'UNITÉ DU PEUPLE ET DE POLITIQUE COMMUNISTE QU'EN REJETANT LE P.C.F. ET EN ATTAQUANT L'IMPÉRIALISME.**

# L'OPINION, L'AFGHANISTAN ET LE P.C.F

## LA NUIT, TOUS LES CHATS SONT GRIS

Marchais est-il fou ? Est-il resté en Allemagne en 1944 ? Est-il «tenu» par les Russes ? Le PCF est-il encore «stalinien» ?

Nous disons : ces questions, qu'on propage partout, sont des questions-masques ; des questions pour rendre les gens idiots.

Ce genre de question interdit, et veut interdire, qu'on examine le fond de l'affaire : la nature politique du PCF, ce qu'il est, ce qu'il veut.

Qu'avons-nous à faire du passé lointain de G. Marchais ? Son présent ne nous suffit donc pas ? L'histoire politique du PCF va-t-elle s'éclaircir, dans le style des romans du «Fleuve noir» par les documents secrets et le chantage des bureaux du Kremlin ? N'y a-t-il pas trente ans que Staline est mort ?

Ce qui se joue là est d'importance. Il a été impossible de cacher deux faits récents :

- l'invasion ouverte de l'Afghanistan par 80000 russes avec napalm et gaz.

- l'approbation bruyante de G. Marchais.

Points d'appui pour un débat de masse, ces deux faits. Mais un tel débat n'arrangerait personne chez les bourgeois.

Aucune force politique classique n'a intérêt à ce que les gens voient clair sur le PCF. Aucune. Une conscience de masse lucide sur le PCF est un pas forcément révolutionnaire. C'est un bilan de 50 ans d'histoire. C'est une fracture essentielle de tout l'édifice politique sur lequel repose la société impérialiste française.

Sur le plan de la politique extérieure, on a, ces dernières années, réussi à cacher (sauf à une avant-garde maoïste) :

- que 40000 cubains, en 74/75, ont envahi l'Angola, et ont constitué de toutes pièces un appareil d'Etat étranger, imbriqué aux intérêts soviétiques. L'alibi : la «libération nationale» contre les Portugais ou l'Afrique du Sud. Le PCF approuve sans nuance.

- que 200000 vietnamiens, depuis janvier 79, mettent le Cambodge à feu et à sang, et se heurtent à une farouche résistance des Khmers rouges.

Alibi : le «génocide» de Pol Pot (mais le vrai génocide est celui des vietnamiens). Le PCF mène une bruyante campagne pour les chars vietnamiens.

L'Afghanistan, sur le moment, passe mal. En partie, il faut le dire, parce que l'autre super-brigand impérialiste — les yankees —, dont la grande affaire est la révolution nationale en Iran, se fâche un peu, et crie à la guerre.

Très vite, cependant, des opérations de diversion sont lancées de toutes parts pour éviter, à tout prix, qu'à propos de cette affaire s'ouvre un clair débat sur le PCF, et même sur l'URSS (mais l'un commande l'autre).

a- Du côté de l'Etat : Giscard, dans les premiers jours, fait savoir qu'il se demande si l'invasion de l'Afghanistan est vraiment un acte «concerté» ou une réaction «improvisée»... «L'improvisation» du débarquement de 80000 hommes avec un matériel ultra-sophistiqué est une des plus saisissantes de toute l'histoire des «improvisations» ! Giscard alterne ensuite les déclarations «dures», pour la galerie, et les atermoiements. Il dépêche un ministre à Moscou, pour s'entendre dire des sornettes. Il concocte l'idée d'une «neutralisation» de l'Afghanistan. Mais QUI va «neutraliser» l'Afghanistan ? Giscard, au fond, est bien d'accord, — petit brigand impérialiste — qu'on doit décider du sort d'un peuple entre gens convenables — et que Carter et Brejnev sont convenables, tout comme lui —. Mais jamais, ni directement ni par allusion, Giscard ne parle du PCF.

b- La presse de la droite classique monte la fable selon quoi Brejnev aurait été «dépassé» par les durs du Kremlin. Version romanesque de «l'improvisation». La lutte des «durs» et des «mous» est la grille universelle appliquée par tout journaliste minable aux faits politiques. L'histoire du monde, pour ces gens, relève de l'analyse des caramels. Ça vaut pour le PCF : au Bureau politique, soyez-en sûrs, c'est encore les «durs» (les «staliniens») qui ont fait le coup. Mais autrefois, du temps du programme commun, on disait que c'était Marchais, le mou, et Leroy, l'affreux stalinien ? Alors ? C'est que Marchais, de mou qu'il était, s'est durci, voilà tout. Moscou le tient, il y a un dossier sur l'année 44, J.F. Revel de l'Express, vous le dit (c'est qu'il aime les américains, J.F. Revel, il les adore. Il a donc intérêt à désigner le PCF comme une 5 ième colonne des russes, et à ne pas chercher plus loin). Le vrai mou, c'est Paul Laurent, ou encore quelqu'un d'autre. Sur ce mou, fondons nos espoirs !

c- La presse «de gauche» est bien embêtée. Si le PCF est mis à nu, comme force viscéralement réactionnaire, c'en est fini de «l'union», de «la grande espérance», du «front popu», cette gélatine syndicaliste qui colle aux pieds du mouvement populaire depuis 50 ans. Mitterrand est cuit, le PS au rouet d'avoir à choisir l'alliance «à droite» (ce que voudrait bien le sémillant Rocard).

Heureusement, il y a l'affaire Sakharov. ça, c'est du sérieux ! Un savant démocrate, c'est tout de même plus respectable que des pouilleux islamiques. On va remettre la chanson : PCF, tu n'es pas assez démocrate ! URSS, tu es trop dure pour tes intellectuels ! amendez-vous dans le sens parlementaire, et on vous aimera.

Comprenons-nous : le soutien aux opposants soviétiques est une nécessité. Nous en sommes. Mais le bla-bla sur la nécessaire «déstalinisation» du PCF est le pire danger. Il interdit toute vision réelle, matérialiste, de cela seul qui compte : la politique du PCF, son histoire, sa visée. La nature organiquement bourgeoise — et de la pire espèce — de ce Parti.

On a déjà fait le coup, on le fait toujours, à pro-

Manifestation à Kaboul le 22/2/80, devant une caserne



pos de la Tchécoslovaquie : la question cruciale en Tchécoslovaquie n'est-elle pas l'invasion russe de 1960 ? L'indépendance nationale à reconquérir ? Vous n'y êtes pas : Le drame de la Tchécoslovaquie est la persécution des écrivains. Et il est vrai qu'on les persécute, et que c'est odieux. Mais quelle est l'autonomie de cette persécution haïssable, dans le champ de la politique, au regard de l'occupation russe ? Si tout cela veut nous faire penser que, plus démocratiquement aimable, plus soucieux de ménager ses professeurs et artistes, l'occupant russe serait «socialiste» et acceptable, c'est obscurcir la pensée — et nuire au peuple tchèque —.

Même chose si l'on nous dit que, «démocratisé», — «déstalinisé» — le PCF serait présentable (comme on nous a dit qu'il l'était entre 73 et 78).

Mais c'est ce que tout le monde dit. Excepté les révolutionnaires maoïstes, et les gens du peuple, innombrables, qui ont à souffrir, non pas de Staline, mais de la politique du PCF.



## LE PACIFISME COMME ENJEU

Pourquoi cette couverture tirée, de toutes parts, sur le PCF ? Le PCF, par certains côtés, est intouchable. Cracher dessus, vous le pouvez, à condition de ne pas pousser la chose jusqu'à dire en clair sa vérité politique.

Dans la société impérialiste française, il n'y a liberté de circulation que pour 3 avis sur le PCF :

1) Le sien : il est le Parti de la classe, de la France, des «masses laborieuses», des «travailleurs», ou du «camp socialiste», selon les circonstances, selon l'aspect principal de sa propagande ou de son action.

2) Celui des réactionnaires pro-américains : c'est un vilain produit du KGB, un satellite des russes.

3) Celui de la «gauche» : c'est un parti «de gauche», un parti «populaire», malheureusement grevé d'un héritage «stalinien» qui le rend désagréable, vilain avec les intellectuels, figé, sclérosé, «forteresse assiégée».

Ces trois définitions sont archi-fausSES, car :

1) Le PCF est le parti de la nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat.

2) Il est pro-russe par effet de sa politique intérieure (comme la SFIO de G.Mollet était pro-américaine) et non l'inverse.

3) Il est ni plus ni moins démocratique — à l'intérieur — au sens populaire du terme, que n'importe quel parti de la bourgeoisie impérialiste.

Mais cela ne suffit pas. Cette conviction maoïste doit travailler sur la conscience populaire existante, saisir les courants, les opinions, leurs contradictions.

A propos de l'Afghanistan, on voit bien que la réaction d'inquiétude, ou de condamnation, n'engage à rien d'autre - de façon immédiate - qu'au persiflage politique contre le P.C.F. Où a-t-on vu, sinon du fait des maoïstes organisés, des manifestations populaires contre cet acte de barbarie internationale ?

Le peuple, dans la société impérialiste française, est profondément marqué par le pacifisme, voire la capitulation. Il n'est pas encore internationaliste: pour cela, il lui faudrait éprouver que ses intérêts sont les mêmes que ceux des peuples du Tiers-monde. Or, jusque dans la classe ouvrière, on profite du pillage de ces peuples. Il n'est plus nationaliste bourgeois: pour cela, il faudrait que la France soit une grande puissance capable de conquêtes, d'hégémonie. Ce qu'elle n'est pas.

De là une attitude plutôt rétractée, du genre: «tenons-nous à l'écart de ces bruits de bottes, et espérons que la vie va continuer comme avant».

Les deux grands partis impérialistes: Giscard d'un côté, Marchais de l'autre, se disputent la direction de ce courant de masse principal, de caractère peureux, pacifiste et conservateur.

Giscard promet un axe Européen (franco-allemand) de «neutralité» partielle par rapport aux superpuissances. Il va chez les émirs pour rassurer l'opinion: nous aurons du pétrole, sans avoir à faire la guerre.

Il négocie de toutes parts pour préserver la chasse gardée Africaine, et y commettre encore les pires crimes (Cen-trafrique, Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal). S'il parle de guerre mondiale, c'est pour effrayer un peu, juste le temps de se présenter comme le remède à cette peur - et justifier une politique intérieure de répression réactionnaire.

Marchais joue sur deux tableaux: côté guerre, il promet que les russes ne la veulent pas ici - en Europe - mais dans le Tiers-monde, chez les sauvages, en somme («droit de cuissage», etc...); mais en même temps, il fait savoir que les russes (le «camp socialiste») sont la force principale. Car tout courant d'opinion peureux respecte la force.

Côté intérieur, il s'appuie sur les pires réflexes conservateurs pour émerger comme puissance d'ordre social, au moment où la crise disloque en partie cet ordre. En même temps, il revient, dans les mots, aux thèmes «musclés» de la révolution, de la «jeunesse saine», de «l'anti-impérialisme». Ces mots consolident le noyau de l'appareil; rameutent des jeunes en mal de cause simple; et habituent à la violence, y compris policière - dont le P.C.F. est redevenu coutumier.

## ET NOUS ?

Pour les maoïstes, l'essentiel là comme ailleurs est de recomposer le peuple sur d'autres bases que la division, l'égoïsme et la peur. Ce travail, pratique et idéologique, du peuple sur lui-même, commande la lutte contre les bourgeoisies.

Lancer de grandes campagnes contre les russes - ou contre les américains - n'est qu'un aspect de la question, le plus souvent superficiel.

Le véritable noeud à saisir est celui qui accroche aux formes de consciences existantes, sur deux questions:

- quelles sont les contradictions internes du courant pacifiste ?

- quel est le mode de fonctionnement du P.C.F. dans ces contradictions ?

(à suivre)

# abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F  
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 1/79 - Commission paritaire No56 220  
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

# BATAILLE ANTI-IMPERIALISTE A LILLE

## LES FASCISTES A LILLE

Dans le Nord, les fascistes n'ont jamais vraiment eu les coudees franches, ou bien il faut remonter avant-guerre à l'époque des escouades meurtrières du colonel de la Roque.

Depuis 2 ans, profitant de la crise et de la brèche ouverte par le racisme Étatique, ils tentent très spectaculairement de s'implanter. A la faveur des élections de 78, ils risquent une percée par le biais du GRECE qui vient tenir une table de presse à la faculté de Lille III. Immédiatement se crée une mobilisation à l'initiative de l'U.C.F.M.L., ils se font raccompagner jusqu'à la sortie.

Quelques temps après, c'est un commando de nazillons du PFN-GUD armés et casqués: même processus, mots d'ordre et mobilisation anti-fasciste et ils se retrouvent dehors.

Dans le même temps, nous organisons une manifestation (150 personnes) contre la tenue d'un meeting de Le Pen en campagne sur le thème «1 million de chômeurs, c'est 1 million d'immigrés de trop». Apparaissent alors les premiers signes indiquant que l'U.C.F.M.L. est plus particulièrement visée par les fascistes. Un tract dénonçant l'U.C.F.M.L. est diffusé à Lille II (fac de droit) et à la sauvette à Lille III. Des menaces verbales sont lancées à la cantonnade en fac de droit et promettent à quelques uns d'entre nous le passage à tabac.

Dès ce moment là, nous avons affaire aux fascistes du PFN (Parti des Forces Nouvelles), dirigeant Tixier-Vignancourt, composé au niveau local de quelques têtes politiques peu mouillées dans les actions «de terrain» et d'une dizaine de nouvis qui se vantent de leurs hauts faits d'armes contre les «maos» à qui veut l'entendre sur la place de Lille. Ceci dit, ils bénéficient de toute évidence de gros soutiens dans une fraction d'extrême-droite de la police locale et de la justice.

Avril 78 clôt, jusqu'au 16 Janvier 80, les interventions ouvertes des fascistes sur la fac de Lille III. Leurs apparitions se font par contre plus visibles au centre-ville sur la Grand Place. En pleine zone blanche, il est plus difficile, effectivement, de rassembler un large consensus pour leur expulsion.

L'année 78 fut également émaillée de nombreux incidents, agressions et attentats divers. Tout d'abord, c'est un participant à un meeting de soutien à une radio libre qui se fait tirer dans l'épaule. Même soir, une progressiste reçoit une volée de plombs en plein visage alors qu'elle se promenait avec quelques amis au centre-ville. Les agresseurs sont reconnus nommément et la plainte transmise au procureur de la république s'assortit d'une dénonciation claire et nette des auteurs de l'attentat qui, par ailleurs, déclarent dans un procès-verbal de police s'être connus à un meeting de soutien au député UDF Ségard (ministre des PTT). Malgré un réseau de preuves accablantes, ils n'ont jamais été inquiétés.

L'année 79 est marquée par le meeting Eurodroite avec la venue de Tixier-Vignancourt, leurs apparitions se cantonnent au centre-ville. Une manifestation de riposte est organisée par toute l'extrême-gauche (600 personnes). Nouveau tract dénonçant l'U.C.F.M.L. et cette fois la L.C.R. Plusieurs mobilisations des organisations d'extrême-gauche ont lieu à la fin de l'année scolaire pour occuper la Grand Place. Même chose à la rentrée. Le tout sans succès significatif. En effet, principalement dirigées par les trotskystes, ces actions avaient pour objectif d'expulser physiquement les fascistes, dans un strict rapport d'antagonisme organisations d'extrême-gauche contre organisation fasciste, et ceci sans campagne sur la nature du fascisme d'aujourd'hui. Rien sur sa réalité complètement interne à l'espace laissé ouvert par les lois Barre-Bonnet-Stoléru et rien à fortiori sur l'attaque que subissait alors de plein fouet le mouvement des foyers Sonacotra et le Comité de Coordination.

Immanquablement, le processus engagé de la sorte conduisait droit à l'action de commando contre les fascistes.

La question ne fut nullement réglée et le samedi suivant, les flics protégeaient l'intervention des fascistes, accédant ainsi à une version parlementaire de l'antagonisme: «chacun a le droit à la parole». Les anti-fascistes présents se retrouvaient coincés devant une alternative politique peu réjouissante: soit crier leur haine dans un éprouvant face-à-face avec les fascistes protégés par un cordon sanitaire de flics, faisant ressortir l'État comme arbitre; soit le départ, laissant le terrain libre aux fascistes.

La L.C.R. choisit la 2ème solution, laissant les gens sur place, pantois, pleins de colère et d'amertume. Une fois de plus se trouvait confirmé l'adage maoïste: «pas d'écrasement des fascistes sans réalité organisée et de masse du camp anti-raciste».

C'est sur fond de bilan inachevé de cette période que les fascistes lancent une offensive d'ensemble contre l'U.C.F.M.L., la P.A.E. et de nombreux anti-racistes inorganisés.

## LES FAITS

Ils demandent à être examinés pour eux mêmes tant ils sont massifs et singuliers à la fois.

OCTOBRE-NOVEMBRE 79. La P.A.E. démarre une campagne de dénonciation d'un café raciste, s'appuyant notamment sur une plainte déposée par un travailleur immigré et sur de nombreux témoignages recueillis dans le quartier alentour. Une première mobilisation a lieu un dimanche après-midi après une intervention sur le marché situé à quelques dizaines de mètres de là. Une trentaine d'anti-racistes se rendent dans le café. Ils se retrouvent face au patron du bar et quelques racistes habitués du café, véritables hommes de main prêts à tout. Bien entendu, ils refusent tout dialogue. C'est l'escalade: ils prennent des photos, lancent des invectives et en viennent rapidement aux coups.

L'affaire sera amplement commentée dans le quartier et la P.A.E. aura confirmation par d'autres témoignages du caractère raciste et discriminatoire du bar. Confirmation indispensable d'un point de vue de masse, car le patron et ses sbires menaient campagne sur le thème: «nous ne sommes pas racistes, simplement on sert les immigrés au comptoir quand il y a trop de monde». Le dimanche suivant, la P.A.E. animait un débat de masse ininterrompu sur le marché dès le matin. Vers midi, une trentaine d'anti-racistes dont 8 immigrés se dirigent vers le café avec comme ligne directrice d'imposer un service égal pour tous, français et immigrés. C'est une victoire: le patron apparemment accepte et sert les français et les immigrés rentrés en masse dans le café. Le tout effectué au milieu d'un déploiement policier considérable.

Le Dimanche 25 Novembre, toujours sur le marché, entre en scène D., barbouze du régime dictatorial de Bourguiba. Depuis de nombreuses années, il poursuit de sa haine agressive et meurtrière tous les militants progressistes Tunisiens Lillois. Il est protégé en cela par la justice et la police. Ainsi, il peut éventrer un démocrate Tunisien, perquisitionner chez tel autre, suivre et faire suivre, par de petits truands à sa solde, régulièrement tel ou tel, poursuivre systématiquement en justice tous les journaux régionaux ou nationaux qui parlent de lui. Le personnage est désormais bien connu à Lille, non plus tant par les méfaits qu'il a commis mais bien par l'impunité éhontée dont il jouit. Fort de ses entrées à la police (collaboration effective dans la dénonciation de militants lors de manifestations ou de rassemblements) il orchestre toutes sortes de provocations pour alimenter la tenue de nouveaux procès contre les progressistes Tunisiens. Objectif: les faire expulser. Ce dimanche matin donc, D. est sur le marché, il campe à l'entrée du café raciste. En milieu de matinée il est rejoint par 4 fascistes et ensemble, ils se dirigent vers le groupe de militants qui interviennent sur le marché (dont des militants de L.O., U.C.F.M.L., P.A.E., C.C.A.).

Ostensiblement, ils prennent des photos. Alertés, les militants les chassent. Midi passé, un traquenard se prépare. D. et les 4 fascistes attendent que le marché se vide. X. militant anti-raciste et Y. progressiste Tunisien rejoignent ensemble leur voiture garée dans une ruelle non loin de là. D. et les 4 surgissent, c'est le piège: à nouveau des photos, cette fois à bout portant, les 2 camarades se défendent, un riverain A., sort de chez lui et se retrouve face à Y., la méprise est totale et accidentellement, A. reçoit un coup de sacoche. A., qui partait au travail ne comprend pas et ne veut pas lâcher Y. jusqu'à l'arrivée des flics que D. et les 4 fascistes se proposent d'aller chercher. Ils quittent le terrain. Les gens du quartier commencent à affluer, certains demandent à A. de lâcher Y. qui de toute évidence risque, avec la venue des flics, l'expulsion. Au bout d'un moment, A. relâche Y. Les flics arrivent, dispersent les gens et amènent A. à l'hôpital car il saigne d'une oreille.

L'après-midi même, nous allons prendre des nouvelles de A. et expliquer la façon dont s'est déroulé l'accident. Visiblement, la famille ne veut rien entendre et pour cause: on apprend que D. est venu avec des photos et sans doute avec d'autres propositions. L'effort de conciliation, qui sera d'ailleurs plusieurs fois renouvelé, n'aboutira pas. De plus en plus prend corps l'idée que les fascistes risquent de se saisir de l'affaire pour monter une provocation...

Mercredi 28 Novembre à 19 heures, une manifestation de protestation contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru convoquée par le Collectif Anti-Raciste (P.S. et extrême gauche parlementaire) et par les P.A.E. et l'U.C.F.M.L. (500 personnes) se termine juste devant le café raciste aux cris de «fermeture des cafés racistes», au grand dam des trotskystes pressés de voir se terminer la manifestation. La brigade Anti-Gang, au complet, se déploie face aux manifestants pour protéger le café.

Lundi 2 Décembre à 8 heures, convocation de Y. chez les flics. A. a porté plainte contre Y. et produit un certificat médical indiquant que son tympan a été crevé. Une confrontation a lieu et A., en dernière analyse, signe un document confirmant la version des faits présentée par Y. L'affaire semble donc bien se dérouler.

Vendredi 7 Décembre, cour d'appel de Douai. D. comparait en appel pour la tentative de meurtre (avec éventration) contre un démocrate Tunisien. Il avait été condamné lors du précédent jugement à 30 mois de prison dont 6 fermes. Verdict de la cour d'appel: 15 mois avec sursis ! L'indignation est à son comble.

Samedi 8 Décembre, 16 heures Grand Place, les fascistes diffusent un tract qui appelle à la «mise hors la loi de l'U.C.F.M.L.» et donne l'état-civil complet de X. et Y. Ils donnent leur version de l'affaire A. C'est un appel direct à l'arrestation de X. et à l'expulsion de Y. Le tract est signé P.F.N.

Les deux semaines qui suivront n'auront pas de jours sans de nouvelles provocations ou mesures d'intimidations visant les militants de l'U.C.F.M.L., de la P.A.E. ou de simples anti-racistes:

- envoi de chèques volés dans l'espoir qu'on les encaisse (au titre de l'appel financier que nous avons lancé).
- placardage du tract sur les boîtes aux lettres de X. et Y. Tract donné aux commerçants autour du domicile de Y.
- lettre à la boîte postale U.C.F. avec menace de sortie d'un prochain tract avec casier judiciaire détaillé d'un camarade.
- lettre de menace envoyée à un professeur membre du C.D.E.E. (comité de défense des étudiants étrangers) de Lille I, lui promettant de «s'occuper de lui après les vacances de Noël».
- collage du tract diffamatoire sur les vitres du bureau d'un professeur membre de l'U.C.F.M.L. et membre du C.D.E.E. de Lille III. Menaces par bombages avec son nom. D'autres bombages: «les maos hors des facs».
- fin Décembre, 10 anti-racistes - des progressistes français et tunisiens, le professeur de Lille I, des gens de la

Salut fils de put,  
Je me présente d'abord : Étudiant Lille I  
20 ans  
J'ai entendu parler d'une certaine vague de blocage d'examens qui s'abat en ce moment sur Angers et quelques autres grandes villes universitaires.  
Je dois dire que si un blocage est en vue, je te conseille de bien réfléchir avant de faire ton ultime connerie.  
Tu dois te demander quel est ce rigolo qui t'envoie cet ultimatum...  
Je vais partiellement te répondre : nous sommes un groupe d'étudiants qui en a absolument marre de toutes vos conneries et de tous vos actes de terrorisme universitaire.  
Nous sommes un groupe de VRAIS étudiants. Nous n'appartenons à aucun groupe politique. Mais pour nous, que l'université soit sous le joug marxiste plutôt que sous le joug du GUD, à Lille, le résultat final ne serait pas ce qu'il risque d'être.  
Excuse moi pour la mauvaise syntaxe, mais je suis pressé de vous avertir que le groupe auquel j'appartiens ne supportera plus longtemps vos complots contre les étudiants. Nous réagirons, sois en certain, même si pour cela nous devons faire appel au monde extérieur (ASSAS)

Groupe d'Action-Anti-Gauchiste

Une lettre anonyme ...

P.A.E., de l'U.C.F.M.L. - se retrouvent assignés devant le tribunal de Lille à la date du 31 Janvier. 3 plaintes:

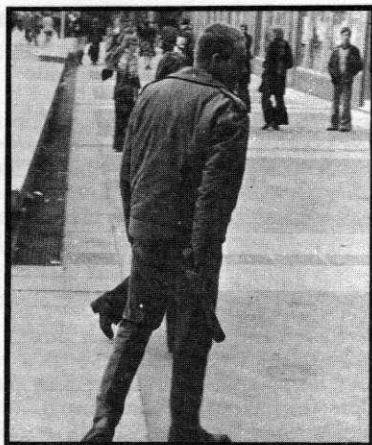
- A. pour coups et blessures contre X. et Y. en donnant une nouvelle version des faits, donc se contredisant une nouvelle fois. Sans doute à la suite des visites répétées de D.
  - le patron du bar raciste contre 5 anti-racistes pour diffamation, contre W. directeur du centre social qui abrite la P.A.E.
  - 2ème plainte du café raciste, cette fois avec de nouveaux militants et pour coups et blessures.
- Les 3 affaires passent le même jour et sont défendues par le même avocat: C., fasciste notoirement connu pour avoir fait partie du «Front Nord Anti-Communiste».
- dans la nuit du 1 au 2 Janvier, saccage du bureau du professeur de Lille I: documents éparpillés sur 3 étages et arrosés de détergent, menaces écrites contre lui et le professeur de Lille III. Saccage signé G.U.D.
  - quelques jours après, 3 pavés sont jetés contre le bureau du professeur de Lille III. Menaces constantes au téléphone, à domicile, à la faculté.
  - contre le directeur du centre social: menaces de mort le 26-12-79, les 2 et 15-1-80.
  - 16 Janvier, intervention d'une dizaine de fascistes à Lille III, ils se font repousser hors de la faculté par une cinquantaine d'étudiants. Dès ce moment et jusqu'à aujourd'hui, la mobilisation est permanente.
  - dans la nuit du 20 au 21 Janvier, collage de tracts G.U.D.-P.F.N. sur le centre social et dégradations considérables, dont une cabine de projection 16mm rendue inutilisable.

## POURQUOI ET COMMENT L'OFFENSIVE FASCISTE ?

Depuis maintenant 2 mois il est incontestable que les fascistes appliquent un plan de bataille précis visant les anti-racistes militants, la P.A.E. et l'U.C.F.M.L.

Ce plan n'est néanmoins pas réductible à une entreprise d'anéantissement au service de l'Etat. Il y a projet propre des fascistes qui se portent candidats à la construction de leur parti dans le Nord où ils n'ont jamais eu beaucoup d'adeptes. La conjoncture nationale leur est particulièrement favorable: la politique raciste et anti-populaire de l'Etat ouvre une brèche dans laquelle ils s'engouffrent tout naturellement, et l'Etat lui-même permet aux groupes fascistes d'organiser la terreur directe contre une partie du peuple.

les  
fascistes  
à la  
faculté



Localement, leurs troupes étant plutôt maigres et leur base de masse inexistante, ils puisent leurs forces dans la faune barbouzarde et para-Étatique. C'est bien pour cela que leur offensive, loin de prendre un aspect de masse et de terreur largement déployé, donnera au contraire l'impression de s'enraciner à la lisière des appareils d'Etat: police-justice-consulat. D'où le sentiment généralisé d'avoir affaire à une MACHINATION où se retrouvent comme âmes des différentes affaires: D. le barbouze tunisien, des R.G. (principale source d'information, adresses et détails sur les militants) et comme propagandistes-casseurs, les fascistes travaillant pour leur propre compte.

### POURQUOI CONTRE L'U.C.F.M.L., LA P.A.E., ET LES ANTI-RACISTES ?

#### 1) NOUS SOMMES LEURS ENNEMIS RÉELS DEPUIS 2 ANS.

L'U.C.F.M.L. a été à l'avant-garde des mobilisations anti-fascistes, que ce soit en faculté ou en ville lors de la tenue des différents meetings Le Pen ou Eurodroite. Qui plus est, nous avons toujours défendu le point de vue que seules les mobilisations de masse valaient face aux groupes fascistes. Sans nul doute, c'est parce que depuis 2 ans nous sommes restés solidement arrimés à cette position que nous avons pu déjouer toutes sortes de provocations et de pièges destinés à nous entraîner dans un affrontement direct et suicidaire. Bien évidemment, la tentation d'en finir définitivement avec nous est d'autant plus séduisante pour les fascistes qu'à chacune de leurs tentatives d'implantation, nous opposons un travail minutieux de ralliement de masse sur les thèmes d'où ils peuvent, à minima, tirer quelques forces: - division du peuple et racisme - espace judiciaire européen et extraditions.

Plus encore, ils nous ont toujours trouvés face à leurs appuis locaux d'une fermeté exemplaire. Nous avons sans relâche depuis 1 an et demi, avec le Comité contre la répression en Tunisie, dénoncé les agissements du flic Tunisien D. Nous n'avons pas manqué de mobiliser à chacun de ses procès.

#### 2) TOUT UN PAN DE NOTRE POLITIQUE EST MARQUÉ PAR LA LUTTE CONTRE LE RACISME, TERRAIN D'ÉLECTION DES FASCISTES.

Que ce soit notre investissement dans la lutte du foyer Adatarelli de Fives, il y a 2 ans, notre effort constant avec la P.A.E. pour la création d'un courant d'opinion pour l'égalité des droits ou contre les expulsions ou bien encore notre engagement dans la lutte contre la circulaire Bonnet en faculté, avec surtout le mouvement de Juin; mouvement de blocages des examens, à l'origine de la création de la P.A.E.

Néanmoins, ces 2 points n'expliquent pas à eux seuls la soudaineté de l'offensive fasciste. La minutie avec laquelle elle a été préparée dénote de leur part le souci du moment opportun pour frapper. Il y a eu conjonction favorable de deux séries d'événements:

\* un élargissement de leurs alliances, notamment avec D. qui va ainsi pouvoir utiliser à bon escient son fichier sur l'opposition Tunisienne.

\* l'affaire du café raciste qui a pour eux un double

intérêt: D'abord, c'est un abcès de fixation possible pour exploiter le racisme civil dans le quartier, avec le bistrotier et sa bande de petits truands, et avec A., à qui l'on fait miroiter la possibilité de toucher une forte indemnité pour son tympan percé. Ensuite, leurs ennemis réels (U.C.F.M.L. et P.A.E.) sont impliqués dans l'affaire. Voilà pourquoi il y a nettement 2 temps: une première étape où tout semblait bien se dérouler, le café accepte de servir les immigrés, A. contresigne la version de Y. à propos de l'accident. Une deuxième étape qui prend nettement l'allure de la provocation fasciste: avec les plaintes groupées de A. et du bistrotier (manifestement sorties en droite ligne des fascistes)-8 personnes ne sont même pas là au moment des faits - A. donne une nouvelle version des faits. 10 prévenus attaqués par un avocat qui, miraculeusement, connaît leurs noms, adresses et professions !

### LEUR TACTIQUE.

Là aussi, il y a 2 temps.

1ère ÉTAPE. Ce sont les menaces directes, la tentative d'encerclement par la délation et l'installation d'un climat de peur et de suspicion, dans le but de geler toute résistance ou riposte. Cette offensive est en fait superficielle quand à ses incidences réelles: pas d'apparition de masse des fascistes, pas de tentative de constituer ouvertement un camp.

2ème ÉTAPE. A raison du succès escompté de la première étape, passer au déploiement large pour d'une part parachever le processus de neutralisation de leurs ennemis (P.A.E., U.C.F., anti-racistes) et d'autre part, pratiquer à ciel ouvert leur travail d'organisation et de ralliement. D'où leur intervention le 16 Janvier en faculté, leurs grands communiqués dans «La voix du Nord», dont les colonnes leur ont été largement ouvertes pour l'occasion, et surtout le meeting le 6 Février avec Gauchon (dirigeant fasciste qui était intervenu à la télévision de façon tout à fait ignoble dans un débat sur le Chili). Meeting préparé de longue date vu la «qualité» du matériel de propagande qu'ils ont utilisé. Ce meeting est censé être le couronnement d'un processus commencé voilà 2 mois maintenant.

### LA CONTRE-OFFENSIVE

Notre ligne directrice: créer un large front démocratique anti-fasciste en s'appuyant sur 2 convictions que nous avons:

-I) Les faits sont suffisamment lourds de signification, en eux-mêmes, pour créer un courant de révolte et d'indignation qui puise, dans la matérialité des agressions et exactions fascistes, la force capable de lever toute sorte de réticences. Qu'elles viennent de simples démocrates soucieux du respect du droit de chacun à s'exprimer librement, ou bien d'organisations qui nous sont traditionnellement hostiles. Par ailleurs, l'intangibilité du caractère diffamatoire des accusations peut aisément réunir les prévenus dans un même système de défense (collectif d'avocats), de riposte judiciaire (plaintes en diffamation), ce qui en retour donne un corps unique à la mobilisation.

-II) Nous devons arrimer notre conviction d'ensemble concernant la politique de l'Etat impérialiste, à propos du front de classe immigré, à cette évidence pour tous les démocrates mobilisés: «ce sont les anti-racistes qui sont visés». Point d'appui politique indispensable pour d'une part expliquer l'offensive fasciste et ses arrières États et d'autre part pointer le moyen principal d'éradication du fascisme d'aujourd'hui: la lutte positive pour l'unité français-immigrés.

Nous avons tout de suite mis en place 2 types de ripostes:

-1) Constitution du front large d'organisations et d'inorganisés.

-2) Guerre d'escarmouches contre les places supposées fortes des fascistes (jusqu'à maintenant principalement la Grand Place).

Après le tract diffamatoire du 8 Décembre, il est



clair au yeux de tous que nous sommes particulièrement ciblés. Dès le début de la semaine qui suit, nous intervenons en faculté.

Incontestablement, du côté des professeurs, l'affaire a marqué: plus tard, des pétitions émanant d'un groupe de professeurs du P.C. et du P.S. circuleront spontanément. Notre propre pétition recueillera la signature de professeurs.

Côté étudiant, c'est d'abord le besoin d'information qui prime: les affiches faites par les camarades sont massivement lues. Là encore, ce sont les faits, et principalement, qui marquent la prise de position. En faculté, sortira un tract U.C.F.M.L. qui élargira notre analyse du fascisme à la question de la résistance populaire d'ensemble.

Dans la semaine, nous tenons une réunion d'organisations. La L.C.R. annonce tout de go: «vous avez commis des erreurs, ce qui se passe est en partie de votre faute». Voilà qui marquera, pendant 2 mois, l'attitude de ces gens qui d'une part ne bougent pas le petit doigt et par ailleurs dépensent une énergie faramineuse pour calomnier l'U.C.F.M.L. Le but: casser une mobilisation de masse qui se fait sur une ligne politique qu'ils honnissent par dessus tout: «l'anti-fascisme d'aujourd'hui, c'est principalement l'anti-racisme, le combat pour l'unité français-immigrés».

Le Samedi 15 Décembre, se retrouvent devant la Grand Place la P.A.E. et l'U.C.F. (alors que le PCML s'était engagé à venir). Malgré le peu de monde, cette intervention montrait aux yeux de tous que nous n'acceptons pas le climat de peur et de délation imposé par les fascistes, que la seule voie pour couper l'herbe sous leurs pieds, c'était de faire un travail de masse large sur le fascisme d'aujourd'hui. Le style de notre campagne était lancé.

Fin Décembre, nous lançons un appel à plus de 100 organisations (politiques, syndicales, humanitaires) pour une réunion. 18 viennent: P.S., extrême-gauche, Ligue des droits de l'homme. Finalement, ce sont 9 organisations qui se retrouvent pour préparer un meeting pour le 29 Janvier: l'A.S.E.C. (étudiants Comoriens), le PCML qui délèguera 2 militants, le PCR qu'on ne verra que la jour du meeting, le journal lycéen «Jose», les Amis de la Terre et ceux qui firent le plus de choses sur le terrain: Combat Révolutionnaire (organisation locale), Groupe Marxiste-Léniniste de Roubaix (anciens militants du PCML et P CRML), P.A.E. et U.C.F.M.L. Se sentant isolés, le P.S. et la L.C.R. feront une malheureuse tentative pour convoquer à une réunion le jour même de la réunion du front d'organisations regroupées autour de nous.

Le 29, les prévenus sont à la tribune, il y a plus de 100 personnes dans la salle. Ils expliquent la façon dont se sont déroulés les événements et ouvrent le débat. L'idée d'un regroupement «des gens révoltés par le procès du 31» prend forme. Rendez-vous est pris pour se voir immédiatement après le procès et discuter du travail à venir. Au cours du meeting, la Ligue des droits de l'homme diffusera un tract abondant dans le sens que nous disions.

Le jour du procès, plus de 300 personnes: progressistes, étudiants, professeurs, anciens militants. De longue date on n'avait vu une telle affluence à un procès (il faut remonter aux procès de la Cause du Peuple) à Lille. Les fascistes, à une quinzaine, sont dans un coin, tremblant de peur. A côté, tout à côté, on se salue: A serre la main à D. et aux fascistes, le cafetier fait de même et l'avocat serre les mains des R.G... Procès reporté au 24 Avril, à la demande des fascistes. Une véritable mascarade!

En vérité, le terrain était peu favorable pour les fascistes:

\* les accusations ne tiennent vraiment pas debout. 8 des prévenus n'étaient pas là au moment des faits. Il y a toutes sortes d'invéraisemblances et de contradictions, par exemples les 3 versions différentes de A.

\* la mobilisation est vraiment importante et les fascistes ne peuvent, dans un moment où ils ont leur meeting, se payer le luxe d'une défaite de plus.

Durée du procès: 5 mn. Tout de suite, l'appel est lancé, et on se retrouve à 300 dans une salle à proximité du palais de Justice. Une proposition fuse: «Manifestons immédiatement».

Proposition que nous reprenons un peu à contre-cœur, on aurait préféré prendre le temps de faire le point de réexaminer l'idée de la création d'un front large lancée au meeting du 29, du futur plan de bataille. Ceci d'autant que certains (des syndicalistes enseignants) appuyaient l'idée de manifester tout de suite pour liquider le moment de bilan autour de la P.A.E. et de l'U.C.F.M.L. La grande majorité des gens appuyant la manifestation, nous la soutenons mais en demandant que les mots d'ordre soient recentrés sur le rapport des fascistes au racisme, aux lois et au procès lui-même et que l'on se retrouve à 17 heures dans la même salle pour faire le bilan.

La manifestation se déroule en plein centre-ville. Les mots d'ordre:

- «Relaxe pour les inculpés du 31 Janvier!»
- «Français-Immigrés, égalité des droits!»
- «Lille ne sera pas un bastion fasciste!»
- «A bas les lois racistes de rafle et d'expulsions!»
- «Renouvellement des cartes de séjours!»
- Arrêts devant 2 cafés racistes: «Fermeture des cafés racistes!»
- Arrêt devant une salle de cinéma qui projette 'La légion saute sur Kolwézi': «A bas les films impérialistes!»

A 17 heures, on se retrouve à une quarantaine. La L.C.R. vient faire ses propositions: une manifestation autour de la salle du meeting fasciste avec les «organisations ouvrières». Bref, une manifestation pour se dédouanner de 2 mois de silence. La manifestation pour le 6 Février, personne n'est contre, mais tous les progressistes présents sentent bien que ce n'est pas là l'objectif principal.

Le regroupement proposé au Meeting du 29 Janvier s'opère autour de cibles à court terme:

- un tract sur les derniers événements avec l'appel à se retrouver le samedi suivant sur la Grand Place et le mercredi à Lille III au meeting du Comité de Vigilance Anti-fasciste dans lequel nous sommes actifs (réapparaît à chaque intrusion des fascistes à la faculté).

- assurer la protection d'un foyer et prévenir les travailleurs immigrés de possibles agressions après le meeting fasciste.

Le Samedi suivant, Grand Place, les fascistes arrivent à une quinzaine, armés et casqués, au moment où nous diffusons le tract. Les flics les protègent et font reculer tous les progressistes rassemblés autour de nous et qui crient des mots d'ordre. Là encore, le piège fonctionne et le sentiment général est bien, au moment où les flics dégagent la Grand Place, que c'est ailleurs que nous cumulerons des forces.

Le 6 au soir, il y a 600 personnes dans la rue. Là encore, sentiment d'impuissance face au déploiement considérable des flics, sentiment qui se transforme en révolte quand la L.C.R. donne l'ordre de dispersion. Nous, nous continuons avec 200 personnes, au moins pour marquer le coup en plein centre-ville. Le soir, nous allons, avec des gens du mouvement, sur un foyer. Un double rendez-vous est pris, avec les maoïstes pour une réunion d'information sur le projet de loi d'Ornano et sur la Charte. La question des fascistes est largement dépassée et d'une certaine manière, c'est tant mieux. Depuis plus de 2 mois, les fascistes occupent la scène politique locale. A telle enseigne que les maoïstes se retrouvaient constamment interpellés et constamment jugés sur leurs capacités à diriger le front large anti-fasciste.

De toute évidence, aujourd'hui, les fascistes ont perdu une première manche. Mais rien ne dit que c'est l'accalmie, rien n'indique véritablement que les fascistes vont cesser leurs menaces et intimidations jusqu'au procès, le 24 Avril.

Ceci dit, leur redéploiement large est sérieusement compromis. D'une part parce qu'il existe une solide unité entre toute une série d'organisations et de gens depuis plus de 2 mois, et d'autre part une mobilisation s'est effectivement déroulée autour de l'idée: «LE FRONT DU FASCISME, C'EST LE FRONT DU RACISME». Là encore, bien entendu, l'étape du bilan ne fait que commencer.

# ETUDES MAOISTES

## S.A.L.T. II :

LES PROBLEMES DE RATIFICATION DES ACCORDS S.A.L.T. II :  
FIN DE LA «DÉTENTE» OU CONTINUATION SOUS D'AUTRES  
FORMES DE LA LONGUE RIVALITÉ DES 2 SUPERPUISSANCES ?

Nous continuons la série d'articles sur la guerre par l'examen de ses aspects nucléaires. Nous traiterons cela en 2 temps:

- dans ce numéro, les problèmes nucléaires dits «stratégiques», c'est-à-dire par convention ceux qui concernent les armements américains et soviétiques capables d'atteindre le territoire de l'autre pays.

- dans un numéro suivant les problèmes nucléaires en Europe et plus particulièrement en France.

Ces questions sont utiles à analyser car la montée des courants obscurantistes tente de les fusionner dans la logique de la terreur et de la fin du monde, comme si l'arme nucléaire bouleversait la logique de la politique et de la guerre pour leur substituer une nouvelle logique de dissuasion et de «détente». Le P.C.F. représente de plus en plus, en France, le principal agent actif de cette vision des choses: sa manifestation parisienne du 20 Décembre 1979 contre les fusées Pershing en Europe avait comme thème principal «Non à la mort nucléaire», «Carter-Schmidt veulent faire sauter la terre, Giscard les laisse faire». Cette orientation sert bien sûr les russes puisque ceux-ci, pour envahir l'Europe, n'auraient pas besoin d'employer les premiers l'arme nucléaire, étant donnée leur supériorité écrasante dans la guerre classique. Leur intérêt est donc de favoriser une campagne dénucléarisant l'Europe, d'interdire à des pays comme la R.F.A. de pouvoir se défendre aussi avec l'arme nucléaire. D'où l'autre grand mot d'ordre de la manifestation révisionniste: «Pas de fusées aux allemands».

On verra, dans un article ultérieur, combien est fragile une défense de l'indépendance nationale fondée principalement sur l'arme nucléaire, mais néanmoins, ce risque nucléaire, l' U.R.S.S. voudrait l'éviter.

Analyser les questions nucléaires, c'est aussi restituer à la politique sa primauté, c'est montrer qu'une guerre peu devenir nucléaire et rester soumise à la logique de la montée aux extrêmes, sans dégénérer pour autant dans un holocauste absurde, c'est circonscrire le danger nucléaire et ce qu'il nous induit comme tâches.

### FIN DE LA «DÉTENTE»

Les grandes puissances prétendent avoir construit la détente pendant plus d'une décennie, donnant ainsi à entendre:

- du côté des russes et de leurs alliés, qu'il faudrait aujourd'hui se mobiliser pour la préserver.

- du côté des américains et de leurs alliés qu'il faut désormais infléchir cette politique vers une compétition militaire.

Les uns parlent de détente et de pacifisme pour mieux continuer d'agresser militairement les peuples. Les autres parlent de fin de la détente pour mobiliser leurs peuples dans la défense de leurs chasses gardées impérialistes.

Cette vision commune du passé qui se diviserait sur la question actuelle de la signature des accords S.A.L.T. II et de l'armement européen est un mensonge.

### DONNÉES, DÉFINITIONS TECHNIQUES

ARMES NUCLÉAIRES, terme général englobant:

- les armes ATOMIQUES ou bombes A (comme atomique) basées sur la fission nucléaire dont la puissance se mesure en kilotonnes (ex: la bombe de Hiroshima de 20 Kt).

- les armes THERMONUCLÉAIRES ou bombes H (comme Hydrogène) basées sur la fusion nucléaire dont la puissance se mesure en mégatonnes (1000 fois le Kt de la bombe a) mise au point à partir de 1952.

La différence purement conventionnelles entre ARMES TACTIQUES et ARMES STRATÉGIQUES ne tient pas à la puissance de la bombe mais à la portée de l'engin (du «vecteur») qui la lance. Est STRATÉGIQUE tout vecteur américain ou russe capable d'atteindre le territoire adverse: fusée intercontinentale à grande portée (plus de 6000 kms), fusée de portée plus courte mais lancée à partir de sous-marins ou bombardiers. Est TACTIQUE normalement tout le reste. Par ex: les fusées russes capables seulement d'atteindre l'Europe ou les fusées U.S. stationnées en Europe, pour le moment toutes de courte portée.

On classe les missiles balistiques STRATÉGIQUES en:

sol-sol ICBM missiles à portée intercontinentale (plus de 6000 kms)

mer-sol SLBM missiles embarqués sur sous-marins (nucléaires)

air-sol ALBM missiles embarqués sur bombardiers (stratégiques)

enfin, on nomme ABM les missiles sol-air, c'est-à-dire les missiles anti-missiles.

Chaque missile porte une ou plusieurs bombes (ogives) suivant le perfectionnement, on appelle:

MRV les fusées à multiples ogives tombant en grappes.

MIRV les fusées à multiples ogives où chaque ogive a une trajectoire prédéterminée indépendante des autres.

MARV les fusées à multiples ogive où chaque ogive a une trajectoire indépendante des autres et qui peut être téléguidée jusqu'à l'impact.

La politique dite de détente n'a jamais été qu'un statu quo relatif dans les rapports directs U.S.A./U.R.S.S. pour intensifier par contre les guerres contre les peuples, pour développer la rivalité sur le terrain de qui serait le meilleur défenseur de l'ordre impérialiste des choses contre la montée des luttes des peuples du monde.

Nous allons montrer comment une pièce constitutive de cette politique qui a consisté à aligner pendant près de 10 ans des accords de limitation des armements stratégiques n'a jamais été qu'une course acharnée à la première place sur la scène mondiale, course qui n'a pris à cette époque la forme d'un accord que pour tenter de tromper les peuples. C'est-à-dire pour prétendre que russes et américains sauraient défendre un ordre pacifique du monde passant par l'opposition aux luttes d'indépendance des peuples et pays, par la non-prolifération des armes nucléaires en dehors de celles qu'amassent les grandes puissances impérialistes, bref par le monopole du pouvoir et de la force dans les mains des 2 superpuissances.

Le passage d'une phase à une autre ne correspond pas à un changement d'essence de la politique des superpuissances mais au passage :

- d'une époque où les peuples avaient mondialement l'initiative, où ils se levaient avec force et clarté contre l'ordre impérialiste, une époque où en réaction U.S.A. et U.R.S.S. devaient ensemble défendre le monde d'ordre et de paix qu'elles étaient censées représenter. La forme de cette politique en était alors des accords entre les 2 superpuissances.

- à une autre époque, celle que l'on connaît où les trois grands courants historiques (les pays veulent l'indépendance, les nations la liberté, les peuples la révolution) ont à retrouver de nouvelles formes d'initiative, travaillent au nouveau contenu de leurs combats, une époque où la tâche fondamentale pour les U.S.A. et l'U.R.S.S. est désormais plutôt d'embrigader le maximum de forces dans leur camp pour combattre l'autre, de contraindre le monde à se structurer en 2 camps rivaux prêts à la guerre.

A cette époque, plus besoin de la forme d'un accord, tout spécialement pour l'impérialisme américain affaibli qui tente de reconstruire un consensus interne alors que par ailleurs l'U.R.S.S. continue de défendre la ratification des accords S.A.L.T. II pour mieux rejeter sur les U.S.A. l'initiative de la guerre.

Nous montrerons aussi comment les accords S.A.L.T. traduisent la division des problèmes nucléaires, c'est-à-dire permettent d'envisager différentes possibilités de guerres nucléaires :

- . limitées à l'Europe et excluant les territoires U.S. et U.R.S.S.
- . limitées à des cibles militaires
- . s'attaquant à la population civile russe ou américaine mais dans des conditions de dissymétrie telle que ceci limiterait son extension à la totalité de la population.

## HISTOIRE DES DOCTRINES MILITAIRES U.S.

Examinons l'histoire et le contenu de ces accords stratégiques connus sous le nom d'accords S.A.L.T. (Stratégie Armements Limitation Talks: conversations sur la limitation des armements stratégiques - voir l'encadré pour les définitions techniques).

\* De 1945 à 1960, les U.S.A. ont une supériorité absolue en matière nucléaire. La doctrine Eisenhower de leur emploi est celle des représailles massives sur l'adversaire en cas de conflit.

\* Au début des années 60, nouveauté: les russes possèdent à leur tour des fusées nucléaires capables d'atteindre les U.S.A. (I.C.B.M.). Les américains se dotent alors d'une «force de seconde frappe», c'est-à-dire utilisable après une attaque nucléaire ennemie contre ses forces nucléaires terrestres (sous-marins, bombardiers en vol en permanence).

Avec l'affaire de Cuba, l'ancienne doctrine U.S. apparaît comme trop rigide (c'est un peu le tout ou rien) et donc son effet dissuasif est très affaibli. La position U.S. va se renouveler sous la forme de la doctrine Mac Namara de «riposte graduée» et de «destruction mutuelle assurée». Dans cette conception, les U.S.A. doivent garder les moyens de graduer la violence de leurs attaques (sans recourir automatiquement au nucléaire) tout en assurant l'U.R.S.S. que chacun peut totalement détruire l'autre s'ils ne cantonnent pas leur rivalité aux affrontements indirects. Ceci va correspondre à l'époque de l'en-

gagement U.S. au Vietnam et par ailleurs à une période où l'U.R.S.S. se dote à son tour d'une force de seconde frappe (à partir de 1965).

\* En 1969, la nouvelle doctrine Nixon va tirer le bilan de la ligne Mac Namara qui ne se révèle souple que dans l'engagement, mais au contraire très rigide pour le repli: tout en étant très coûteuse en soldats U.S., elle ne permet pas aux U.S.A. de se dégager en douceur de situations compromises (Cf le Vietnam). La doctrine Nixon va combiner le maintien d'une domination stratégique U.S. en matière nucléaire et la constitution de sous-impérialismes régionaux prenant en main la quotidienneté des besognes répressives, les U.S.A. se limitant plutôt à l'engagement pour quelques guerres rapides et économiques.

On sait ce que va donner cette brillante stratégie: la vietnamisation de la guerre conduira à la débandade U.S. de 1975 alors que les sous-impérialismes régionaux apparaîtront, à partir de l'Iran de 1978-79, comme une planche de secours singulièrement pourrie.

L'impérialisme U.S. est ainsi contraint aujourd'hui de repenser sa doctrine militaire d'ensemble. C'est ainsi qu'une nouvelle doctrine Carter se fait jour, tentant de laisser aux puissances européennes une part plus importante de la responsabilité de leur défense, limitant les objectifs où s'engager, se redonnant les moyens militaires d'une intervention U.S. directe sans plus s'illusionner sur les capacités de résistance d'un Khaled d'Arabie Séoudite ou d'un Bourguiba de Tunisie: formation d'un corps de 100 000 'marines' prêts à intervenir d'urgence en tout points du globe.

## ACCORDS S.A.L.T. I

Au début des années 70, la doctrine Nixon paraît encore fameuse aux yeux des stratèges U.S. Russes et américains, qui avaient engagé les premières discussions S.A.L.T. à la fin des années 60, vont aboutir à un premier accord S.A.L.T. I signé le 26 Mai 1972 à Moscou.

Cet accord S.A.L.T. a 2 volets :

-1) Limitation des missiles défensifs (A.B.M.) à la seule protection de 2 sites de missiles offensifs (I.C.B.M.). Ce nombre sera ramené ensuite à 1 en Novembre 1974 aux accords complémentaires de Vladivostok. Cet accord recouvre seulement le fait qu'une multiplication des A.B.M. à un niveau capable de détruire en l'air une majorité des missiles adverses représentait un coût prohibitif pour les américains, ou était à l'époque de toutes façons hors de portée technologiques des russes.

Ce point se contente donc d'interdire ce qu'il est de toutes façons impossible de réaliser: une défense globale et efficace. Les 2 grandes puissances reconnaissent ce faisant la vulnérabilité mutuelle de leur territoire et posent le premier jalon pour une guerre nucléaire épargnant leur sol.

-2) Limitation des armements offensifs:

Les 2 États s'engagent à ne pas dépasser les quotas suivants:

	U.S.A.	U.R.S.S.
I.C.B.M.	1054	1618
S.L.B.M. (missiles embarqués dans des sous-marins)	656	740
TOTAL :	1710	2358

Les bombardiers stratégiques (3ème composante de la triade nucléaire avec les sous-marins et les fusées basées au sol) en sont exclus, mais si on les comptabilise, on arrive à une parité de 2500 vecteurs.

Ces plafonds n'impliquent aucune suppression d'armes. Les U.S.A. ont déjà atteints ces totaux depuis 1967, alors que l'U.R.S.S. a encore une marge d'extension, mais les U.S.A. sont en avance pour mirver leurs engins (les transformer en M.I.R.V., c'est-à-dire multiplier le nombre de têtes sur chaque vecteur).

En Novembre 1974, ces accords sont modifiés à Vladivostok, car l'U.R.S.S. a depuis progressé dans sa maîtrise des M.I.R.V.: les plafonds inclueront cette fois les bombardiers (considérés comme «vecteurs») et seront identiques pour les 2 pays. Le sous-total des M.I.R.V. autorisés est également spécifié pour la 1ère fois: pas plus de 2400 vecteurs dont un maximum de 1320 M.I.R.V.



Ces plafonds sont tels qu'aucune partie n'a à diminuer son armement ni même à renoncer à ses propres programmes antérieurs.

L'U.R.S.S. doit marginalement diminuer ses vecteurs de 51, mais va pouvoir les mirver et multiplier ainsi comme les américains les têtes nucléaires.

Les U.S.A. ont déjà 1200 M.I.R.V. et quelques 2200 vecteurs. Ils conservent donc une marge de manoeuvre significative.

En fait, les plafonds sont alignés pour ne pas contraindre celui qui a déjà accumulé le plus de vecteurs ou de M.I.R.V.

Ces accords S.A.L.T. I interviennent en fait à un moment où la seule course à la quantité de vecteurs n'a plus de sens, où la question de leur qualité devient l'aspect principal (ce qui ouvre aussi celle de la quantité de têtes nucléaires que chaque vecteur porte).

Ces accords prennent acte de cette nouvelle phase de la course aux armements sans rien changer aux plans et programmes pré-existants de chacun :

- course à la multiplication des ogives sur un même vecteurs, puis à leur manoeuvrabilité par la transformation des M.R.V. en M.I.R.V. puis en M.A.R.V.

- course à la précision du tir.

- course à la miniaturisation pour donner à l'arme nucléaire un usage plus souple (ce qui contribue ce faisant à en banaliser l'usage possible).

- course à la protection des silos d'I.C.B.M. et à la protection en vol des missiles (durcissement, mobilité).

- course à la maîtrise des différents effets de l'arme nucléaire. D'où la bombe à neutrons dont les effets de souffle et de chaleur sont supprimés pour n'en conserver que les effets de radiation. Ainsi l'arme atomique tactique ne détruirait plus les constructions et les biens matériels, mais seulement les êtres vivants par radiation. Au delà de l'inspiration typiquement impérialiste d'une telle arme (respecter le matériel et y subordonner le facteur homme), l'idée est de pouvoir utiliser cette arme à partir d'un abri sans risquer de raser une région, mais en y interdisant toute vie humaine et plus directement la pénétration d'une armée adverse.

## ACCORDS S.A.L.T. II

Les accords S.A.L.T. I couvraient 5 années (à l'exception de l'accord sur les A.B.M. de durée illimitée). En Mai 1977 un accord provisoire Vance-Gromiko va définir à Genève les contours provisoires de l'accord S.A.L.T. II qui sera signé le 18 Juillet 1979 à Vienne par Brejnev et Carter sans avoir cependant force d'accord puisqu'il doit être pour ce-la ratifié officiellement par le Sénat américain.

Quel est le contenu de ces accords ?

Des nouveautés techniques sont venues complexifier le problème: les U.S.A. maîtrisent désormais seuls:

- le missile de croisière (cruise), missile capable en volant au ras du sol d'éviter les repérages radars.
- la bombe à neutrons.

Par ailleurs, ils envisagent (et l'ont décidé depuis) de construire un nouveau missile ICBM mobile («MX») capable ainsi d'être adjoint à leur force de seconde frappe. Il s'agit de construire un gigantesque «métro» capable de déplacer un missile sur 40 sites de lancements alternatifs éta-

lés le long de 36 km de rails ! Pour 200 missiles prévus, ce-la représente 7000 kms de lignes. Coût total: 30 milliards de dollars US, de quoi contribuer à relancer une économie US languissante.

Par contre, l'U.R.S.S. dispose désormais d'un nouveau bombardier (Backfire) à moyen rayon d'action (donc normalement non stratégique) mais capable s'il est ravitaillé en vol, d'envoyer des missiles sur le sol des U.S.A.

Enfin, il y a eu entre temps développement général des techniques MARV.

La bataille pour la définition des accords SALT II va porter sur tous ces points. Il en ressortira:

- que le nombre total des vecteurs reste de 2400 mais devra passer fin 81 à 2250

- que le sous-total des ICBM Mirvés ne peut dépasser 820

- que le sous-total des vecteurs Mirvés (ICBM, SLBM, ACBM) ne peut dépasser 1200

- que le sous-total précédent augmenté des bombardiers stratégiques (à long rayon d'action) armés de cruises ne peut dépasser 1320 (un bombardier considéré comme un vecteur).

Par ailleurs, sont limités:

- le nombre de missiles lourds

- le nombre de cruises par bombardier (28 !)

- le nombre d'ogives par vecteur Mirvé

- la production par an de Backfire (non inclus dans les plafonds précédents)

et sont codifiées les innovations et transformations futures.

En fait on est toujours dans la même logique que celle des accords SALT I: la course se joue sur la qualité des vecteurs ce qui entraîne une prolifération fantastique de la quantité d'ogives (le nombre de bombes ainsi possédées par les USA a été multiplié par 4 ou 5 de 1972 à 1979 et par 7 ou 10 pour l'U.R.S.S. !).

Si l'on regarde sur une longue période le nombre de vecteurs stratégiques respectifs des 2 superpuissances on a le tableau suivant:

U.S.A	1963	.66	.67	.72	.73	.74	.75	.78	.79
I.C.B.M	424	804	1054	"	"	"	"	"	1054
S.L.B.M.	224	592	656	"	"	"	"	"	656
Bombar- diers stra- tégiques	630	"	600	455	422	437	432	"	431
U.R.S.S.	.63	.66	.67	.72	.73	.74	.75	.78	.79
I.C.B.M.	90	292	570	1527	"	1575	1618	1400	1398
S.L.B.M.	107	"	"	500	628	720	784	1015	1028
Bombardiers stratégi- ques	190	155	160	140	"	"	135	"	156

On voit très clairement que les plafonds des SALT ne font qu'entériner ce que les U.S.A. avaient décidé et pratiqué depuis longtemps et que pour l'U.R.S.S. ils accompagnent le mouvement de rattrapage de son retard. Une fois engrangée une quantité supplémentaire, l'U.R.S.S. suit la même logique que les U.S.A. avec toutefois une préférence manifeste pour les sous-marins.

Les accords SALT de 1972, 1974.. n'ont rien changé à cette course, ils ne sont ni des accords de réduction ni même d'arrêt de la course: ils entérinent une course qualitative acharnée, même au niveau des ogives quantitatives (et encore on exclut les armes nucléaires tactiques).

Cette course a pris longtemps la forme d'un accord pour tenter de tromper les peuples sur ce que préparaient russes et américains, unis au moins sur le point qu'il fallait que la partie mondiale ne se joue qu'à 2.

La non-ratification des accords SALT II ne serait donc un tournant que pour la façon dont l'impérialisme U.S. affiche sa politique, appelant désormais à la mobilisation générale pour le défendre. Ceci correspond à de nouvelles orientations de la politique Carter. Après avoir adopté une position molle (arrêt de la construction de la bombe à neutrons et du nouveau bombardier B1, freinage de la réalisa-

tion du missile mobile MX) Carter a donné son accord pour la construction de 200 MX d'ici 89. Il réoriente une partie des missiles vers la destruction des forces militaires adverses (ce que permettent une plus grande précision des tirs) et non plus seulement contre les populations civiles (les villes) ce qui signifie une plus grande détermination à user de l'arme nucléaire, détermination que les russes ont toujours affichée clairement dans leur pensée militaire comme dans leurs pratiques en orientant depuis le début la plus grande partie de leur armement nucléaire selon une stratégie «anti-forces» plus opérationnelle et plus militaire qu'une stratégie principalement «anti-cités».

Carter commence à se soucier de la dissymétrie très grande entre les 2 superpuissances dans la protection civile.

Les soviétiques ont une population plus dispersée, mieux protégée et ayant déjà connue des massacres de millions de personnes. L'attaque nucléaire aujourd'hui la plus meurtrière entraînerait en U.R.S.S. moins de morts que la 2ème guerre mondiale ne l'a fait (20 millions de soviétiques tués pendant cette guerre) - alors que les U.S.A. n'ont perdus

à la guerre, depuis leur indépendance en 1775, que 650 000 tués ! Les américains, eux, sont archi-vulnérables géographiquement (35 grandes villes regroupent plus de 40% de la population totale) et psychologiquement à une logique de terreur contre les civils. Aussi Carter compte-t-il engager quelques centaines de millions de dollars par an pour préparer, en cas d'urgence, l'évacuation des grandes métropoles U.S.

Cette lignée d'accords (72, 74, 77, 79) a-t-elle plus favorisée l'U.R.S.S. que les U.S.A. ? Ni l'un ni l'autre sur le plan militaire strict, dans la mesure où ils n'ont rien modifié sur le fond. Par contre, on voit bien que politiquement, la logique de détente dans son ensemble a plutôt favorisée le social-impérialisme.

En appeler aujourd'hui, comme le fait le P.C.F. ou certains bourgeois classiques, au maintien de l'esprit de la détente et de la négociation n'est qu'une hypocrisie d'apprentis Pétain. Nous y reviendrons prochainement en analysant les nouveaux problèmes nucléaires créés en Europe par les missiles SS 20 et Pershing II.

# LECTURE ET HISTOIRE DU MARXISME

La politique marxiste est, à chacune de ses étapes, en approfondissement et en nouveauté face à l'étape antérieure. Dans le même temps se perpétue le noyau du marxisme : la lutte de classe prolétarienne.

Etre marxiste, c'est maintenir en pratique et en théorie le choix du camp, un système de pensée, l'analyse de classe et la volonté de la bataille et de la victoire.

Le marxisme a une longue histoire déjà, et il est nécessaire de nous situer vis à vis d'elle ; il faut la connaître pour mieux repérer quelles sont ses caractéristiques et donc ce que nous devons déployer dans l'édification du parti de type nouveau.

Le thème retenu pour cette série d'études est celui du parti. C'est donc avec le «Manifeste du Parti Communiste» qu'il faut commencer.

## PREMIERE LECTURE : «LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE»

Le Manifeste, publié en 1848 par Marx et Engels est le texte de fondation du marxisme ; c'est avec lui qu'apparaît la politique révolutionnaire prolétarienne ; il marque la naissance du mouvement communiste.

Nous allons principalement donner des extraits du Manifeste pour que le point de vue de Marx et Engels soit exposé de façon littérale. Un article suivant proposera quelques commentaires des thèses du Manifeste.

L'existence du communisme et des communistes est l'ouverture du Manifeste.

«Un spectre hante l'Europe (1) ; le spectre du communisme ... Il en résulte un double enseignement.

Déjà le communisme est reconnu comme une puissance par toutes les puissances d'Europe.

Il est grand temps que les communistes exposent, à la face du monde entier, leurs conceptions, leurs buts et leurs tendances ; qu'ils opposent au conte du spectre communiste un manifeste du Parti lui-même.

C'est à cette fin que des communistes de diverses nationalités se sont réunis à Londres et ont rédigé le Manifeste suivant ...» (2)

Deux thèses :

1. Le communisme est une puissance : c'est un courant historique, une force politique nouvelle de l'histoire moderne. En regard des bouleversements et des affrontements politiques, le communisme existe. Il est désigné et combattu.
2. Le communisme est un Parti et les communistes doivent s'en expliquer. C'est ce que vise le Manifeste.

(1) L'Europe des féodaux et des bourgeois

(2) La traduction est celle des éditions de Pékin

## CHAPITRE 1 : BOURGEOIS ET PROLÉTAIRES

«L'histoire de toute société (1) jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes»

Cette proposition, dans sa généralité, n'est pas spécifique au marxisme. Il faut la détailler, et examiner la signification que lui donne le Manifeste.

«Le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.»

Dans les années 1840, la bourgeoisie a déjà largement gagné la lutte engagée contre la féodalité pour la domination sociale et politique. La bourgeoisie transforme le monde et la société à un rythme et à un degré de profondeur inégalés jusqu'alors. La bourgeoisie :

- met fin au système féodal,
- forge le monde à son image et le bouleverse radicalement.
- En même temps, la bourgeoisie crée les conditions de sa propre disparition.

«Les conditions bourgeoises de production et d'échange, le régime bourgeois de la propriété, cette société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées. Depuis des dizaines d'années, l'histoire de l'industrie et du commerce n'est autre chose que l'histoire de la révolte des forces productives modernes contre les rapports modernes de production, contre le régime de propriété, qui conditionnent l'existence de la bourgeoisie et sa domination.»

«Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettent à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires.»

Le développement du capital et le développement du prolétariat constituent un même processus. Le prolétariat est

«la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour sont une marchandise...»

(1) Il s'agit de sociétés où existe l'Etat

«Le prolétariat passe par différentes phases d'évolution. Sa lutte contre la bourgeoisie commence avec son existence même.»

Avec le développement de l'industrie, souligne le Manifeste, le nombre et la concentration des prolétaires augmentent et leurs conditions d'existence et de salaires ont tendance à s'égaliser. La capacité de lutte du prolétariat se renforce.

«Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classe est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen-âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer.

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante.»

Deux thèses :

1. La lutte de classe est simplement une lutte nationale, sans précision de ce que Lénine appellera conscience de l'antagonisme avec tout l'ordre social et politique existant (Que faire ?)
2. Identification de la classe prolétaire et du parti politique. Dans le léninisme, les notions : mouvement ouvrier - lutte de classes - parti - peuple - seront minutieusement différenciées, alors qu'elles se recouvrent les unes les autres dans le Manifeste.

Cependant, le propos principal du 1<sup>er</sup> chapitre du Manifeste est de montrer le caractère révolutionnaire du prolétariat :

«De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire»

A la différence des mouvements historiques antérieurs,

«le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité».

Il se déroule dans un cadre national :

«La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir avant tout avec sa propre bourgeoisie».

La révolution ouverte est le moment où :

«le prolétariat fonde sa domination par le renversement violent de la bourgeoisie»

Pour le Manifeste, l'Europe est entrée dans l'une des révolutions prolétariennes.

«Le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.»

## CHAPITRE 2 : PROLÉTAIRES ET COMMUNISTES

«Quelle est la position des communistes par rapport à l'ensemble des prolétaires ?

Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.



Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien.

Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les autres partis prolétariens : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat.»

Thèses :

1. Les communistes ne forment pas un parti distinct.
2. Ils sont internationalistes.
3. Ils sont porteurs des intérêts d'ensemble de la classe.
4. Ils sont la fraction la plus résolue.
5. Ils ont la maîtrise théorique de la marche et des fins du mouvement.

Il y a là, déjà développée, l'analyse des communistes comme AVANT-GARDE (thèses 2 à 5)

La rupture entre le Manifeste et le léninisme portera essentiellement sur la thèse 1.

Lénine affirmera la nécessité d'une organisation spécifique des communistes, le parti, qui regroupera l'avant-garde ouvrière.

Les caractéristiques idéologiques et organisationnelles de l'avant-garde se modifieront du Manifeste à Lénine à la mesure de l'expérience historique et de l'apparition de l'impérialisme.

En même temps, le noyau de la politique marxiste : les communistes sont l'avant-garde, interne à la classe de la révolution prolétarienne - demeure l'emblème de la politique révolutionnaire. En regard de l'histoire et de la politique, c'est ce que fonde le Manifeste.

# L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN

## ZIMBABWE : une victoire divisée mais porteuse d'espoir !

Le Zimbabwe (ex-Rhodésie) va accéder à l'indépendance dans le courant du mois d'Avril.

Cette indépendance fait suite à un processus historique complexe, ayant culminé par une dizaine d'années de guérilla anti-colonialiste acharnée, véritable guerre populaire, l'une des plus importantes qu'a connue l'Afrique Noire.

Pour comprendre ce processus, il faut d'abord saisir la nature du régime Rhodésien précédent.

### HISTOIRE DE LA «RHODÉSIE»-ZIMBABWE DE 1840 A 1950.

L'actuel territoire Zimbabwéen est une enclave continentale entourée du Mozambique, de la Zambie, du Botswana et de l'Afrique du Sud. Jusqu'à la fin du XIXème siècle, ce pays n'avait pas été colonisé. Il était peuplé de sociétés homogènes à la langue et au système social identiques. L'histoire ancienne du Zimbabwe est fort riche (empires, royaumes...) et c'est au Zimbabwe qu'on trouve les vestiges les plus considérables de l'Afrique Noire (constructions monumentales en pierres, etc...).

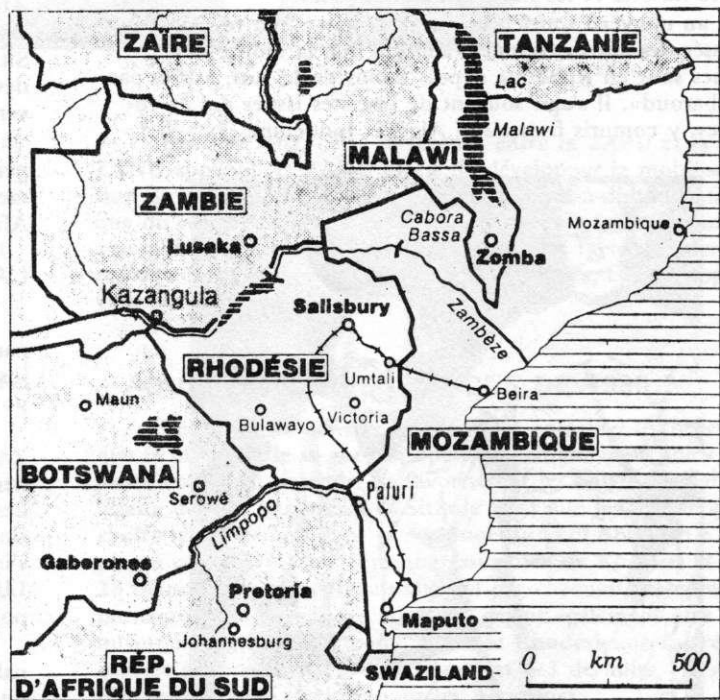
La première modification intervient vers la moitié du XIXème siècle (vers 1840) quand des populations d'origine zouloue s'implante au Sud-Ouest du pays, chassées qu'elles étaient par les colons Boers d'Afrique du Sud qui leurs volaient leurs terres et combattaient leurs armées. Aujourd'hui, 90% des Zimbabwéens sont des «shonas», des descendants des sociétés locales, et 10% des «matabélés», des descendants des sociétés zouloues. Cette division a posé des problèmes nombreux, souvent instrumentés par les racistes.

En 1890, la colonisation commence. Elle part de la colonie Britannique d'Afrique du Sud. Au début, c'est une compagnie commerciale qui lance des expéditions pour battre les armées locales et s'emparer des richesses minières du pays. La direction de cette compagnie est assurée par Cecil Rhodes (qui donnera son nom à la colonie couvrant l'actuel le Zambie - ex Rhodésie du Nord - et le Zimbabwe - ex Rhodésie du Sud). C'est un théoricien britannique de l'impérialisme qui prônait la colonisation de peuplement comme solution aux problèmes sociaux des métropoles Européennes.

En 1895, la dernière résistance armée traditionnelle est anéantie.

Malgré l'indépendance de l'Afrique du Sud en 1910 (après la guerre entre les colons racistes et l'empire Britannique) les Rhodésies du Sud et du Nord deviennent des colonies britanniques en 1922. Seule la Rhodésie du Sud (le Zimbabwe) connaîtra un afflux de colons, à cause de ses richesses minières (1/2 des colons travaillaient dans les mines de cuivre et d'autres métaux) et de la possibilité de faire une agriculture d'exportation rentable.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le pays vit sous le régime colonial ou 200 000 blancs (ils sont 250 000 aujourd'hui) régnaient sans partage sur 4 millions d'Africains (ils sont 6 ou 7 millions aujourd'hui).



De grandes fermes dépeçaient les territoires agricoles Africains, les sociétés minières puisaient dans le paysannat sans terres, main d'oeuvre peu coûteuse, et les affaires des impérialistes marchaient. Comme en Afrique du Sud, le niveau de vie des blancs est considérable, parmi le plus haut du monde, tandis que les Africains vivaient très chichement, connaissant les problèmes de tous les peuples du Tiers-monde.

En un raccourci saisissant, par la proximité, le champ clos, l'impérialisme déployait ses fastes au milieu de la misère des peuples dominés.

### APRES LA IIème GUERRE MONDIALE, PREMIERE RÉSISTANCE DE TYPE NOUVEAU :

Comme les tirailleurs et les spahis de l'armée coloniale française, entraînés dans la guerre de reconquête de l'Europe (50% de l'armée gaulliste était originaire des colonies), les Africains colonisés par l'impérialisme Britannique se transformèrent beaucoup au cours de la seconde guerre mondiale. Un début de conscience nationale prit corps en Rhodésie, comme partout en Afrique.

Fin 50-début 60, le mouvement national s'organisa en partis et réclama l'indépendance aux Britanniques. Ceux-ci commencèrent par jeter du monde en prison. Mais, bousculés par les victoires et la reconstitution des peuples sous leur domination (Inde, Malaisie, Kenya, Nigéria, Ghana...) les impérialistes britanniques finirent par «décoloniser». Ils tentèrent de mettre des gouvernements à leur solde pour

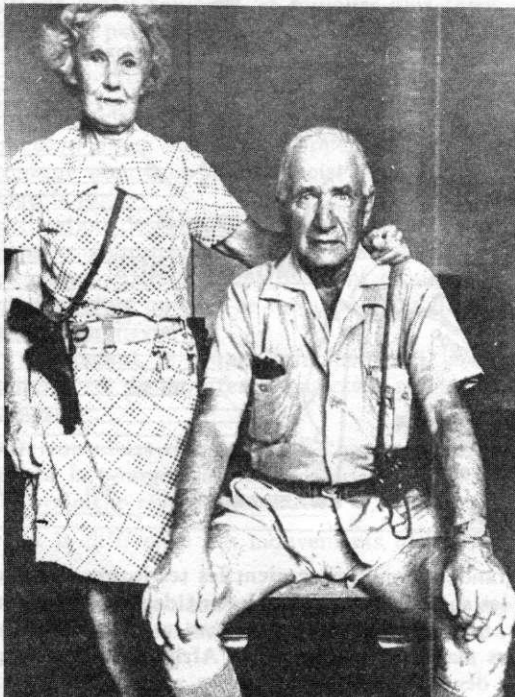
remplacer leur administration directe désormais impossible (il semble à cet égard que leur capacité à résister aux processus nationaux fut moindre que celle de l'impérialisme français - qui pour l'essentiel plaça de véritables fantoches, tels Houphouët-Boigny, Senghor, Fulbert Youlou..., aux «affaires»). Il est vrai que dans les pays Africains dominés par l'impérialisme britannique, les nationalistes se sont organisés souvent plus tôt que dans les pays Africains dominés par l'impérialisme français).

Ce processus suivit son cours, avec des fortunes diverses au Ghana, Nigéria, Kenya où des majorités noires balayèrent l'ancien colonialisme de population Européen.

### L' «INDEPENDANCE» RACISTE - 1965.

Mais en Rhodésie, ce ne fut pas le cas:

- les colons y étaient assez nombreux et leur richesse considérable.
- l'Afrique du Sud voisine (et le Mozambique portugais) oeuvraient pour conserver le glacis Rhodésien entre les régimes racistes et les États à majorité noire.
- un nouveau soutien arriva aux racistes par les colons chassés des autres colonies (aujourd'hui, la moitié des blancs sont en Rhodésie depuis moins de 15 ans, attirés par le «baroud». Il s'agit souvent de fascistes issues des ex-colonies, y compris françaises: Algérie, Indochine...).



un colonialisme au bout du rouleau

- par ailleurs, des sociétés commerciales occidentales, voir des États en sous-main - désiraient conserver leurs sources de métaux et d'agro-alimentaires Rhodésiens (on rapporte même que les soviétiques et leurs satellites continuèrent leur commerce avec la Rhodésie, tout comme les impérialistes occidentaux, malgré l'embargo décidé par l'O.N.U. Un journaliste a même vu une quarantaine de blindés soviétiques dans le nombre des véhicules blindés de l'armée raciste, arrivés là on ne sait comment).

En 1965 donc, les blancs, défiant le gouvernement Britannique, proclament «l'indépendance unilatérale», chassent les autorités coloniales et se tournent de plus en plus vers l'Afrique du Sud de l'apartheid, dont la police et les troupes interviennent depuis dans le «maintien de l'ordre», puis dans la guerre. Il y a 3,5 millions de blancs en Afrique du Sud, qui dispose d'une armée considérable.

A partir de ce moment-là, la loi blanche interdit toute expression légale aux nationalistes, qui sont emprisonnés ou partent en exil.

### LA RÉSISTANCE ZIMBABWÉENNE: DIVISÉE, MAIS AVEC UNE BRANCHE PRINCIPALE.

La résistance nationale Zimbabwéenne a connu une histoire cahotique. C'est que, dans cette lutte anti-colonialiste classique, le problème de l'unité du peuple suivait les détours de notre époque, avec les interventions extérieures, les tentations de s'appuyer sur le social-impérialisme, la confusion idéologique.

Au départ, fin 1950, la résistance était légale, malgré une répression brutale (emprisonnements et mitraillages de manifestations). Les dirigeants d'alors, dont Joshua Nkhomo, espérait forcer la situation en demandant aux Britanniques de garantir l'indépendance. Mais l'accession au pouvoir de la minorité blanche, et l'impuissance de la Grande-Bretagne et de l'O.N.U. face à l'Afrique du Sud, transforma la situation.

C'est à ce moment-là qu'apparut une voie prônant la lutte armée à terme dans le ZAPU de Nkhomo, alors emprisonné à Salisbury la capitale (ZAPU: Union du Peuple Africain du Zimbabwe). C'est la scission. De nouveaux dirigeants apparaissent: Monseigneur Murozewa, le révérend Sithole. Ceux-ci, de prisons en libérations conditionnelles deviendront des agents du pouvoir raciste comme nous le verrons.

Mais la voie de la lutte armée est lancée, elle regroupera l'essentiel de la résistance. La lutte armée sera commencée par la ZANU de Robert Mugabe (Union Nationale Africaine du Zimbabwe).

### LA LUTTE ARMÉE. LA Z.A.N.U. - LA Z.A.P.U. :

Ce sont d'abord des coups de mains contre des colons particulièrement racistes. La guérilla demeure sporadique jusque vers 1972 où de vastes zones sont «dangereuses» pour les forces racistes.

C'est le Nord du pays qui fut le premier touché. La ZANU opérait à partir de la Zambie où des camps d'entraînements étaient tolérés par les autorités Zambiennes au sein des camps de réfugiés. Puis, au fur et à mesure de la libération du Mozambique du joug colonial Portugais, la ZANU s'installa au Sud de ce pays, en collaboration avec le FRELIMO (mouvement de libération nationale puis parti au pouvoir au Mozambique).

L'un des problèmes de la guerre de libération nationale au Zimbabwe était l'implication importante des pays dit de 1ère ligne (Mozambique, Zambie, Botswana). Ces pays, où des Africains sont au pouvoir, se sentaient solidaires des résistants Zimbabwéens - à divers titres bien sûr, le Mozambique en faisant un point fondamental de sa politique, la Zambie étant plus chancelante. Mais en même temps, étant dépendants économiquement de l'Afrique du Sud (en particulier la Zambie qui n'a d'autres accès à la mer que à travers l'Afrique du Sud et le chemin de fer «Tanzam» vers la Tanzanie, construit par la Chine populaire pour la désenclaver - et détruit régulièrement par l'aviation Sud-Africaine) ces pays ont une marge de manoeuvre limitée. Par exemple, la Botswana, qui est grand comme la France mais peuplé seulement de 1 million d'habitants, ne peut contrôler vraiment ce qui se passe sur son territoire (qui est sillonné par les racistes et par les guérilleros). La Zambie et le Mozambique, quant à eux, voient leur potentiel économique fréquemment anéanti par des raids aériens ou des opérations aéroportées de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud (pendant les 10 ans de guerre, et même durant les dernières négociations, des dizaines de raids meurtriers ont eut lieu, visant les camps de la résistance et les installations, faisant des milliers de morts et des dégâts énormes).

Ceci a fait que les pays de 1ère ligne ont été impliqués dans les tentatives de règlements. Celles-ci étaient le fait:

- soit des britanniques désireux de mener à bien la «décolonisation» et si possible de récupérer un petit quelque chose à leur profit.
- soit des racistes Rhodésiens tentant de mettre sur pied un plan pour couper les pattes à la résistance en établissant une «majorité noire» domestiquée à leur solde.



la ZANU  
organisant  
la guerre  
populaire



Les pays de 1ère ligne furent donc l'objet de pressions pour soit liquider la résistance, soit la diviser pour l'immobiliser.

De fait, au fur et à mesure des événements (négociations, conférences, attentats provocateurs, emprisonnement de Mugabe en Zambie...) la résistance est séparée en 2 parties, formellement unies dans le Front Patriotique (PF) pour les négociations, mais totalement indépendantes sur le terrain.

A partir de 1975-76, la ZANU a ses bases arrières au Mozambique. Elle «contrôle» jusqu'au 3/4 du Zimbabwe à la date des élections de 1980. En fait, il n'y a pas à proprement parler de zones libérées complètement (l'aviation Rhodésienne très moderne - des avions et hélicoptères français fabriqués sous licence en Afrique du Sud - intervient massivement et des convois armés sillonnent les routes le jour, tandis que certaines fermes fortifiées continuent tant bien que mal les récoltes). Mais la ZANU développe un travail politique et militaire complet, dirigeant des organisations de masses, jetant les bases de l'administration future du pays.

La ZANU, dont le principal dirigeant est Robert Mugabe, se réfère souvent au maoïsme dont elle disait appliquer certains principes de la guerre populaire, de l'organisation politique consciente des masses. Sur le plan extérieur, elle était aidée par le Mozambique, des pays Africains, la Chine populaire et récemment certains pays de l'Est - l'U.R.S.S. voyant la prééminence de la ZANU dans le processus de libération nationale a tenté de se présenter comme appui indispensable, sans grand succès, Mugabe se contentant de répondre imperturbablement à la question des journalistes sur l'«amitié» de l'U.R.S.S.: «nous ne sommes pas des ennemis de l'U.R.S.S.».

Quant à la ZAPU, elle était basée en Zambie. Regroupant moins de résistants (de l'ordre du 1/4 de la ZANU) elle n'a commencé que récemment la lutte armée. Il faut noter qu'elle ne recrute pour l'essentiel, et n'opérait militairement, que dans la zone de la minorité nationale «matabele» dont J. Nkhomo fait partie.

Cette lutte armée présente un aspect différent: alors que les résistants de la ZANU vivaient des mois durant dans les zones de guérilla, les commandos de la ZAPU, équipés de manière moderne et entraînés par des officiers Cubains et Allemands de l'Est, faisaient des incursions-éclaircies dans le pays pour opérer des attentats ponctuels et spectaculaires (comme la destruction d'un avion de ligne avec des missiles SA-7 soviétique en 1979).

Par ailleurs, l'essentiel du crédit de Nkhomo était lié à sa réputation de premier résistant du Zimbabwe (on l'appelle «father Zimbabwe» - le père du Zimbabwe - dans la ZAPU).

Tout du long, cette différence entre la ZAPU et la ZANU apparaît: la ZANU essaie de développer la mobilisation du peuple par la guerre populaire (c'est-à-dire la politique du peuple dans la guerre, sur ses propres forces) tandis que la ZAPU essaie de faire pression sur les facteurs internationaux en faisant des choses spectaculaires, et en s'appuyant sur l'U.R.S.S.

#### POURQUOI LES ÉLECTIONS DE 1980 ?

En 1978, les racistes tentèrent de colmater les brèches que la pression de la guérilla opéraient en amenant une «majorité noire» au pouvoir. Ils favorisèrent les partis Africains légaux de Mgr Muzoréwa et Sithole ainsi que les résidus des chefferies anciennes dans la personne du chef Shirau. Le plan a consisté à faire élire une assemblée de 72 noirs et 28 blancs élue au suffrage universel par chacune des communautés. Le conseil des ministres devait également être ouvert à de nombreux noirs. L'armée Rhodésienne fut réorganisée pour contenir 1/3 de blancs et 2/3 de noirs, le service militaire fut institué pour les Africains).

Ces mesures étaient accompagnées de dispositions qui les rendaient totalement formelles: les ministres noirs étaient «assistés» d'un «co-ministre» blanc qui avait le pouvoir décisionnel. Les députés noirs ne pouvaient pas renverser le gouvernement, le commandement de l'armée restait blanc, etc...

De plus, les racistes développèrent les rivalités de personnes dans ces partis à leur botte pour mieux les circonvenir.

Si bien que cet édifice savant ne permit pas de sauver la situation des racistes, au contraire, ces fantoches exposant leurs avanies n'eurent plus de crédit dans la population, que celui qu'ils «entretenaient» avec leurs supplétifs armés (véritables gangsters qui posent encore problème aujourd'hui) et la distribution de repas gratuits dans les «meetings».

La situation objective, elle, était claire:

- la ZANU était en passe de vaincre militairement.
  - plus de 1500 blancs faisaient leurs valises chaque mois.
- Le régime raciste était prêt de s'écrouler.

Alors, les Britanniques (alliés aux U.S.A. pour l'occasion) proposèrent la conférence de la «dernière chance» aux racistes, aux fantoches noirs, au PF (ZANU et ZAPU) et aux pays de 1ère ligne.

Cette conférence, tenue à Londres les dernières semaines de 1979, visait à prendre de vitesse la ZANU, à organiser des élections surveillées par les Britanniques pour qu'elles soient moins truquées que par le passé (1500 soldats du commonwealth et 1000 policiers britanniques formaient la force de transition vers l'indépendance) en espé-

rant que les fantoches noirs et Nkhomo suffiraient à contrebalancer la ZANU.

En effet, la ZANU terrorise les racistes et les impérialistes occidentaux, car ils n'ont jamais pu la diviser ou l'attirer dans des discussions-bidons, alors que Nkhomo se prêtait souvent au jeu. De fait, ils préféraient un Nkhomo appuyé par les russes qu'un Mugabe appuyé par le peuple. Ils faisaient d'ailleurs semblant de considérer Mugabe comme un « marxiste pro-soviétique » et Nkhomo comme un « modéré », ce qui, on le voit aujourd'hui ne veut pas dire grand chose.

La ZANU, confiante en sa force et inflexible sur les conditions de la transition, accepta les élections tout en se préparant à la continuation de la lutte armée.

Le résultat des élections:

ZANU : 57 sièges, ZAPU : 20 sièges, Murozewa (fantoches noirs) : 3 sièges (sur les 80 sièges réservés aux noirs).

Parti Rhodésien (raciste) a tous les 20 sièges réservés aux blancs.

## LA VICTOIRE DE LA Z.A.N.U. LES PROBLÈMES DE L'AVENIR.

En quelque sorte, ces élections ont confirmé la direction de la ZANU sur la résistance zimbabwéenne.

Mais il demeure plusieurs problèmes:

- d'abord, la résistance est divisée effectivement. Le fait que la ZAPU soit battue ne l'empêchera pas de viser à semer le trouble pour prendre sa revanche. N'en doutons pas, le social-impérialisme voudra profiter de cela. Cette situation n'est pas sans rappeler la division du mouvement national angolais à la veille de l'indépendance.

- ensuite, les 230 000 blancs sont toujours là. Ils posent un problème, en ce sens qu'ils contrôlent pour l'instant tous les secteurs économiques principaux. La question de la terre sera particulièrement délicate. Comment rendre la terre aux paysans, et sous quelles formes, sans provoquer le départ des colons ou leurs tentatives de restauration ? Le nouveau gouvernement (dominé par la ZANU et ne contenant que 2 blancs dans des postes techniques) s'est employé à proposer la neutralisation de la question des blancs pour le moment. Il ne désire pas leur départ précipité. En effet, celui-ci s'accompagnerait des 2 gros risques de la situation:

- intervention de l'Afrique du Sud pour briser le peuple zimbabwéen (et en retour risques d'internationalisation du conflit avec menées social-impérialistes).

- arrêt sans transition de l'activité économique.

## FAUT-IL PARTICIPER A UNE CAMPAGNE DE BOYCOTT DES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU ?

Notre opposition au social-impérialisme soviétique n'est bien sûr pas le principal référent. Le point central est: une telle campagne sert-elle ou non à développer les forces du peuple indépendamment des 2 bourgeoisies, contre leur logique de rivalité ? Une telle campagne définit-elle des tâches à l'avant-garde maoïste ?

Nous avons soutenu le boycott de la coupe du monde de football en Argentine, participé à la campagne en y soutenant son contenu anti-fasciste, alimenté en cette affaire dans un rapport du peuple au sport qui travaillait positivement dans le football.

Nous ne participons pas à la campagne pour le boycott des jeux de Moscou. Nous ne participons pas à la campagne pour les soutenir. Il est dans la nature des Jeux Olympiques d'être structurés dans la rivalité des puissances impérialistes, dans celle des 2 superpuissances depuis les années 60. Ceci les différencie qualitativement d'autres manifestations sportives (et en particulier de la Coupe du monde de football plus structurée historiquement par la lutte des nouveaux pays du Tiers-monde contre les impérialismes du se-

Le gouvernement tient à ce que la transition soit la plus longue et efficace possible, afin de réorganiser les forces armées et d'unifier politiquement le peuple pour mener à bien la constitution d'un nouveau Zimbabwe indépendant et libre.

Voici donc un tableau de la situation en Afrique Australe. Celle-ci va connaître de nombreux épisodes. La question de l'Afrique du Sud est évidemment posée en germe. Que deviendra le Zimbabwe, saura-t-il éviter le grand risque de notre temps pour le Tiers-monde: quitter l'impérialisme classique pour tomber dans les griffes du social-impérialisme ? Il semble que la ZANU ait des atouts pour éviter cela. Mais les problèmes rencontrés par les patriotes et révolutionnaires Africains sont si complexes et nouveaux que souvent des revers peuvent advenir (n'a-t-on pas vu récemment le FRELIMO, issu de la guerre populaire contre le colonialisme portugais au Mozambique, rejoindre le camp des plus pro-soviétiques dans son soutien, lors de la conférence des non-alignés à Cuba, aux ultra-fantoches Kampuchéens du genre Hem Samring portés au pouvoir par une armée étrangère, et alors qu'une résistance héroïque se développe contre eux ?).

La question du marxisme en actes en Afrique, face aux résidus des sociétés traditionnelles et aux difficultés causées par la colonisation, est aussi complexe. Pour ne pas être un marxisme de pacotille, imitation ou instrumentation du social-fascisme des pays de l'Est, il doit appliquer créativement le maoïsme et développer la mobilisation populaire à tous les niveaux pour éviter la constitution d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique souvent si complètement fantoche qu'elle a besoin des troupes Cubaines ou autres pour se maintenir au pouvoir.

Cependant, nous avons confiance dans l'histoire. Des indices nous font penser qu'une nouvelle conscience et une nouvelle politique anti-impérialiste, de notre temps, peut se développer dans les forces en lutte partout dans le monde pour la paix, l'indépendance nationale, la liberté et la révolution - malgré les difficultés considérables de notre époque.

**VIVE L'INDÉPENDANCE DU ZIMBABWE !  
SOUTIEN A LA Z.A.N.U. !  
A BAS LES 2 SUPERPUISSANCES USA-URSS !  
A BAS L'AFRIQUE DU SUD DE L'APARTHEID !  
VIVENT LES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES  
LUTTANT SUR LES 2 FRONTS !**

## NOTE

cond monde).

Il est dans la logique des choses que le débat sur les Jeux olympique A MOSCOU ne permette pas de s'extraire de la rivalité en France des 2 bourgeoisies. Remarquons que l'O.C.F.M.L. qui appelle au boycott s'oriente en fait vers une politique de Front Uni anti-social-impérialisme.

Le vrai débat à ouvrir d'un point de vue maoïste est celui qui prend comme cible les Jeux Olympiques dans leur ensemble pour les attaquer en tant que tels. Leur gigantisme, le poids des Etats dans leur préparation matérielle et sportive interdit aux forces historiques révolutionnaires de s'y refléter autrement qu'en creux (le cas de la Chine illustre bien ce fait; même la « montée de l'Afrique » y est circonscrite ainsi facilement à de rares sports), ne tolère plus que le déploiement chauvin avec au bout du compte ce décompte imbécile des médailles où U.S.A. et U.R.S.S. se partagent les premières places.

Pour le peuple en France, rien à gagner non plus à défendre les Jeux Olympiques aujourd'hui.

L'étape est pour l'heure à tenir ce type de débat de masse.

# NOTES

## DES MAOISTES AMÉRICAINS A PARIS

Le samedi 15 Mars, des camarades du RCP-USA (Parti Communiste Révolutionnaire des USA) ont pris la parole, devant une salle comble. Le meeting était soutenu par l'UCFML, PIP (Pour l'Internationale Proletarienne), Voix Proletarienne, PCR du Chili, En Lutte (Canada), ATTF (Association des étudiants de Turquie en France), UETF (Union des étudiants de Turquie en France), UEIF (étudiants iraniens de la branche «pour la démocratie prolétarienne»).

Le RCP-USA est une organisation qui se réclame de la pensée Mao Tsé-toung et des acquis de la Révolution Culturelle. Ils nous ont expliqué, de façon vivante, comment ils avaient soutenu — d'abord à contre courant — la révolution nationale en Iran, et comment ils mènent la lutte contre le chauvinisme et la préparation à la guerre aux USA.

Des questions très importantes méritent d'être approfondies, concernant la portée universelle de la GRCP et du maoïsme, la question du Parti, la théorie des trois mondes etc... Des discussions sont en cours.

Quoi qu'il en soit, notre soutien internationaliste est acquis au RCP-USA face à la répression brutale qui le frappe.

## PLOGOFF

Le mouvement populaire de Plogoff contre le nucléaire impérialiste a toutes sortes de caractéristiques intéressantes :

- Ce qui domine n'est pas le "danger" du nucléaire. Mais la volonté du peuple d'être maître de l'espace, du pays, de son histoire et de sa beauté.

- Le noyau actif du mouvement est la population elle-même : paysans, marins-pêcheurs (majoritaires), jeunes.

- Les femmes jouent un rôle déterminant. Nous avons déjà remarqué ce point dans les mobilisations contre le remembrement autoritaire.

- Il y a eu des formes d'organisation tactiques efficaces. Par exemple, des actions populaires ont interdit les rondes de nuit des flics dans la commune.

Certes,

- Le maire est PS, et la mairie a servi de quartier général à la résistance. Mais l'organisation interne du mouvement a sa propre expression : le comité de défense - présidé par une femme - a acquis un rôle capital.

- La résistance de Plogoff a animé la résistance dans toutes les villes bretonnes. L'UCFML est intervenue en particulier dans une manifestation de soutien à Saint Brieuc (2000 personnes, avec une majorité de lycéens). L'ampleur du rassemblement du 16 Mars, et la vigueur des affrontements au procès, sont traversés par un nouveau souffle de la conscience populaire bretonne.

Cependant, en dehors des communes concernées, le courant principal reste anti-répressif.

## ROCARD

Dans la politique parlementaire, un vaste mouvement se dessine pour imposer une candidature Rocard aux élections présidentielles de 1981. «Libération» semble devoir s'engager dans ce chemin douteux. L'OCFML-Drapeau Rouge caractérise le tandem Rocard-Maire comme l'expression d'un courant "anti-totalitaire".

Cette manœuvre vise une fois de plus, a-

## GISCARD DANS LE GOLFE PERSIQUE

Les émirs du Golfe Persique étaient avec le Shah d'Iran les plus fidèles soutiens de l'impérialisme américain dans cette région dont dépend très largement l'approvisionnement en pétrole de l'Europe et du Japon.

Mais...

\* Les U.S.A. se sont fait expulser d'Iran et ont montré à cette occasion leur impuissance à maintenir les régimes en place face aux révoltes provoquées par les graves contradictions sociales dûes au développement économique impérialiste et par la volonté d'indépendance nationale. Les U.S.A. d'autre part soutiennent un règlement du conflit avec Israël qui élimine les palestiniens.

\* L'U.R.S.S. envahit l'Afghanistan.

\* La prise de la mosquée de La Mecque par des militants Islamiques montre aux émirs que la question nationale pourrait bien, chez eux aussi, les jeter à bas.

Pris dans une confrontation des superpuissances dont l'intensité s'aggrave, menacés par des révoltes internes: telle est la situation des classes dominantes dans les pays du Golfe.

Que faire alors ? Prendre des distances, très relatives, face aux U.S.A. en renforçant les liens avec le reste du camp occidental, réactiver, au moins de manière verbale, leur soutien à la lutte du peuple Palestinien - porte-drapeau de la question nationale dans la région - pour tenter de détourner d'eux les sentiments anti-impérialistes de leur propre peuple.

L'impérialisme français de son côté y voit une occasion: occasion de s'assurer des contrats d'approvisionnement en pétrole plus stables en amenant les capitaux du Golfe à s'investir dans des industries en aval (raffineries, etc...) en France, et dans des entreprises conjointes dans le monde, occasion de relancer l'idée chère à Giscard du Trilogue qui consiste à exploiter les ressources naturelles de l'Afrique avec les capitaux pétroliers et la technologie Européenne, occasion d'accroître la coopération économique, c'est-à-dire les ventes d'usines et d'armes de toutes sortes.

En échange il faudra qu'il fasse un pas sur la question Palestinienne. Pas d'ailleurs largement formel. En effet d'une part les déclarations françaises soulignent que la position de la France n'a pas changé fondamentalement, la diplomatie française a depuis longtemps souligné qu'on ne pouvait trouver un règlement global qu'en tenant compte des droits nationaux Palestiniens, et d'autre part l'impérialisme français ne détient pas le pouvoir de dénouer cette question, même si les déclarations de Giscard, relayées par les bourgeoisies Européennes, accroissent la reconnaissance internationale de l'O.L.P.

Bref, l'affrontement des superpuissances et les révoltes qui grondent au sein des peuples qui en font les frais ouvrent aux impérialismes secondaires comme la France quelques possibilités de faire des affaires et de pousser leurs pions. Mais :

- ces affaires ne sont que des affaires impérialistes et ces pions représentent une géopolitique de seconde zone, bref rien de bon pour les peuples de cette région.

- ceci ne peut pas fondamentalement influencer l'évolution de la situation dans la région qui restera dominée par l'état de l'affrontement des 2 superpuissances et par le niveau de la révolte des peuples contre elles.

près le fiasco de l'union de la gauche, à détourner notre peuple de l'antagonisme à la société impérialiste, et de son auto-organisation, autour du prolétariat multinational, dans le processus du parti de type nouveau.

Rocard n'est rien d'autre que le chef de file de la bourgeoisie impérialiste classique au sein du PS. C'est le Schmidt français (technocratie, syndicalisme intégré etc...)

Nous combattons cette mystification.

# LIBERONS BOUAZIZ !

MANIFESTATION LE 22 MARS A GENNEVILLIERS  
AVEC LE COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE M.  
BOUAZIZ



L'UCFML s'est engagée depuis le début pour la libération de Bouaziz : organisant à Gennevilliers rassemblements et manifestations dès l'automne, impulsant dans la manifestation du 1<sup>er</sup> décembre à Barbès des mots d'ordre pour sa libération. Elle a participé au travail pour impulser un comité qui existe depuis janvier, mais elle continue également son propre travail politique sur cette affaire, travail centré sur l'organisation de l'avant-garde.

C'est à ce titre que l'UCFML appelle à participer à la manifestation du 22 Mars appelée par le comité pour la libération de Bouaziz et également soutenue par les CPAC le Groupe Foudre, les PAE, l'OCFML le MAN (Île de France) ATTF, UETF et l'ULCFDT de Rosny sous Bois.

Pourquoi soutenons nous cette manifestation ?

Cette affaire est importante :

Dans la situation actuelle où la question du PCF occupe une place centrale, elle montre bien que les ouvriers et le peuple ont deux ennemis : l'Etat giscardien d'un côté, le PCF et son relais CGT de l'autre. Elle montre comment leur rivalité porte quant au fond sur la meilleure politique pour écraser le peuple ; aussi travaillent-ils en collusion étroite contre les révoltes ouvrières organisées indépendamment d'eux.

Elle éclaire bien le caractère raciste des politiques des DEUX bourgeoisies avec leur aspect spécifique. A l'époque où la question du PCF fait l'objet de débats de masse, l'affaire Bouaziz permet de clarifier cette question en l'éclairant à partir des mouvements politiques ouvriers et populaires. Elle permet de tenir ce débat politique et de montrer que le PCF n'est pas à se « restaliniser », à retourner dans son « ghetto » ou à l'ère de la guerre froide, mais bien à structurer pour son propre compte une organisation raciste et social-fasciste du peuple.

Ensuite, c'est une bataille aujourd'hui centrale pour l'unité français-immigrés ; dans la période où cette unité est fortement attaquée par les lois racistes, par toute la répression contre le mouvement des foyers, par les provocations et meurtres racistes dans les cités, concentrer ses forces pour faire sortir Bouaziz de prison doit être l'axe. C'est aussi cela qui ouvre la possibilité d'une réelle victoire sur ce point.

Une telle victoire est d'autant plus importante que derrière Bouaziz, c'est non seulement le mouvement des foyers, l'unité des foyers et des cités qui sont attaqués, mais aussi la possibilité que continuent d'exister des comités de grève liés aux mouvements réels avec leur caisse de grève à la place de bureaucrates syndicalistes et municipaux (lire sur ce point la note juridique du comité adjointe à son dossier).

Ce combat pour Bouaziz est au cœur de la résistance populaire d'aujourd'hui, c'est aussi dire sa nouveauté et

sa difficulté. Mais il ouvre à tous la possibilité de se mobiliser sur un point précis où chacun peut alors se déterminer en toute clarté politique avec la perspective de changer vraiment quelque chose à l'état actuel du camp français-immigré.

Pour notre part, nous travaillons surtout à faire de ce combat un élément organisateur de l'avant-garde.

Nous le faisons d'abord dans les foyers en grève ou qui l'ont été. La situation y est mauvaise après l'offensive raciste de l'été, après l'absence de véritable campagne d'ensemble du Comité de Coordination pour imposer des négociations à la Sonacotra. Dans les foyers, la question est désormais au repli ordonné et au bilan de masse, et non au jusqu'au boutisme verbal qui n'est plus que la couverture de la plus totale démission. L'existence, dans cette période, d'un camp pour faire sortir Bouaziz de prison est une clé du problème ressenti par les camarades des foyers, comme un des moyens de reconstituer leurs forces. Ceci fait travailler le bilan du rapport du mouvement des foyers aux syndicats, de sa volonté réelle de transformer les foyers prisons, des moyens qu'il mettait en œuvre pour cela. C'est en travaillant ce bilan avec les camarades des foyers que l'UCFML appelle à la manifestation.

Un autre axe de travail (avec les CPACs) est celui des cités, où se posent avec acuité après les meurtres racistes et anti-jeunes de Valenton et Vitry la question de l'organisation indépendante du peuple. L'UCFML y appelle à l'unité du peuple dans ces cités contre la politique étatique et révisionniste qui visent à aggraver les contradictions au sein du peuple pour mieux y imposer leur dictature.

L'UCFML développe une partie centrale de son travail sur les usines où le débat sur la nature du PCF est très important, où se joue aussi le contenu de l'antisindicalisme de l'époque actuelle, de l'époque de la crise et de l'échec de l'union de la gauche. Comment y organiser une avant-garde ? sur quelles pratiques ? Sur quels référents idéologico-politiques ? La mobilisation pour Bouaziz y est conçue non pas comme extraction de l'usine, mais comme ligne d'enquête interne sur ces points.

Enfin, l'UCFML fait aussi son propre travail sur les facs pour que cette question participe des nouvelles formes de conscience et de pratique à l'intérieur des mouvements anti-racistes qui s'y développent, avec comme cible propre : la formation de groupes d'étudiants maoïstes.

Travail diversifié donc, mais centré sur la question de l'avant-garde aujourd'hui, qui contribue à adosser le travail du comité à de solides réalités de classe, point central pour le succès de toute mobilisation démocratique de masse.